

EUROPE

Espagne

Les affrontements entre carlistes ont fait un mort et plusieurs blessés

Les mouvements d'opposition clandestins de la Navarre, allant de l'extrême gauche aux catholiques, ont lancé un ordre de grève générale dans cette province basque pour ce lundi 10 mai afin de protester contre les graves incidents qui ont marqué, le 9 mai, le traditionnel rassemblement carliste de Monte-Jurra. Une personne a été tuée et trois autres blessées par des activistes d'extrême droite qui, posés au sommet de la « colline sacrée » des carlistes, ont ouvert le feu sur la colonne des partisans

du prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme qui en faisaient l'ascension. Le prince lui-même, qui avait clandestinement rejoint ses sympathisants — il est interdit de séjour en Espagne — n'a pas été atteint. Parmi les assaillants — des carlistes d'extrême droite mais aussi des « gardériles du Christ-Roi » — figurait le propre frère de Charles-Hugues, le prince Sixto-Euripe. La police n'a, à aucun moment, tenté d'empêcher la fusillade, ont déclaré les témoins. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Querelles dynastiques et manœuvres politiques

Madrid. — Les querelles carlistes, qui peuvent paraître purement archaïques, s'inscrivent, en réalité, dans le contexte des grandes manœuvres politiques des dirigeants néo-franquistes, conservateurs et libéraux, qui préparent les campagnes électorales de demain. Dimanche, à Montejurra, des carlistes d'extrême droite, liés au « bunker » franquiste, ont ouvert le feu sur des fidèles de Charles-Hugues de Bourbon-Parme qui se sont ralliés au camp de l'opposition démocratique au régime.

Chaque année, le rassemblement de Montejurra permet aux partisans de Charles-Hugues d'illustrer le vitalisme du mouvement néo-franquist. L'année dernière, un conflit de succession dynastique, et qui dispose d'une large base populaire, Miguel de Unamuno parait même à son propos, de « socialisme rural ». Mais pendant la guerre civile, ont mille combattants carlistes, les finaux requêtes au baret rouge, ont constitué le fer de lance des troupes franquistes. Ces choux de l'Espagne du Nord espèrent sans doute, en luttant contre la République, reconquérir le trône pour la branche carliste des Bourbons. Franco les a déçus. Pourtant la rupture avec le régime a été laborieuse. L'ordre d'Espagne en décembre 1968 de Charles-Hugues par Franco, qui avait décidé de nommer Juan Carlos comme son successeur, a été bousculé. L'opposition carliste dans l'opposition. Celui-ci, à des fins, doit donc d'une part, une « monarchie autocratique » et d'autre part, une « monarchie populaire ».

De notre envoyé spécial

Message. Sixto-Euripe insistait sur la « catholicité » du carlisme, sur la défense des valeurs, d'« espérance des droits locaux », et appelait à une réunification du mouvement carliste, à la « constitution organique de la société ». Les partisans de Char-

les-Hugues, de leur côté, avaient promis de faire cette année, du rassemblement de Montejurra, « la plus grande manifestation de masse de caractère démocratique ». Le représentant du prince avait invité toutes les « organisations syndicales et politiques de l'opposition » à y participer.

MARCEL NIEDERGAUS.

DEUX PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE ONT ÉTÉ LIBÉRÉES

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le cinéaste Juan Antonio Bardem et l'économiste Manuel Tamayo ont été libérés, après un séjour de dix jours, de la prison de Carabanchel le 8 mai, dans la soirée. Ils y étaient incriminés depuis le 3 avril pour avoir refusé de payer l'amende de 1 million de pesetas qui leur avait été infligée pour avoir encouragé d'un groupe politique « dévoué » et contre lequel avait été manifesté de l'opposition démocratique. Les deux prisonniers, écrivains et journalistes, ont été libérés le 8 juin prochain.

En outre, le ministre de l'Intérieur, a décidé de réduire le montant des amendes et d'élargir les délais de paiement. À Madrid, dans les milieux intellectuels,

que ces libérations pourraient être suivies rapidement de celles des autres personnes appréhendées dès au début du mois d'avril pour le même motif.

En revanche, le tribunal de l'ordre public de Madrid a confirmé, le dimanche 9 mai, l'arrestation d'un procès contre M. Marcelino Camacho, leader des commissions ouvrières, et M. Gerardo Treviño, un autre personnalité, arrêtés alors qu'ils exprimaient à l'annuaire la constitution officielle de la Coordination démocratique. Ils encourront des peines de prison de vingt à trente ans de prison. — M.N.

CORRESPONDANCE

Le P.C. en Catalogne

A la suite de l'article « Le Catalogne, avant-garde démocratique », nous avons reçu la lettre suivante de M. Albert Fournet, membre du parti socialiste unifié de Catalogne.

La déclaration de M. Jordi Pujol, le 10 mai, au sujet du parti communiste et le parti socialiste ont représenté pour nous une surprise. Ce parti, qui correspond pas à la vérité historique, est le parti communiste, et le parti socialiste, qui est le parti de la République. Les deux branches du socialisme se sont regroupées sous le nom d'« Union socialiste de Catalogne ». Si le parti socialiste ouvrier avait une implication limitée, il n'empêche qu'il a joué un rôle très important. Juan Ramon, secrétaire de la fédération catalane, était un théoricien socialiste de valeur, son livre « Que se socialisme ? » a été recherché aujourd'hui, et beaucoup de socialistes ont pu en tirer profit.

Après la proclamation de la République, les deux branches du socialisme se sont regroupées sous le nom d'« Union socialiste de Catalogne », fédération catalane du parti socialiste ouvrier, et la présidence confiée à Juan Comorera. Le parti fait être plusieurs députés à la Generalitat (Parlement catalan) et un ministre du gouvernement de Catalogne. Juan Comorera, Amos Ruiz de Lertza a été député de la province de Tarragone au Parlement espagnol (dès au même temps que M. Josep Andreu i Abello (E.R.C.) sur une liste d'union).

Certes, à la suite d'un désaccord en 1964 (sur la participation au gouvernement de Lluís Companys) avec la direction nationale du P.S.O.R., les socialistes catalans se sont divisés à nouveau, mais sans la guerre civile, ce conflit, qui était mineur, aurait disparu, le regroupement des socialistes était inévitable. La guerre civile a été décisive sur le plan. La volonté d'unité ouvrière, les convictions marxistes, les socialistes et la nécessité de créer un parti ouvrier fort face au mouvement anarchiste (P.A.T.) ont incité l'union socialiste de Catalogne. Le parti démocrate, le parti communiste, à se regrouper au début de la guerre civile pour créer le parti socialiste unifié de Catalogne.

Si ce parti n'a pas adhéré tout de suite à l'I.R. Internationale, on peut dire que petit à petit il est devenu communiste. Cela importe peu et ce n'est pas à déplorer, c'est que, puisqu'il y a un regroupement avec les autres partis pour créer le P.S.O.R., il faut bien que le parti socialiste ouvrier existe.

Une contre-manifestation à Montejurra

Les carlistes restés franquistes — dont le leader est Sixto-Euripe de Bourbon-Parme, un frère cadet de Charles-Hugues — ont organisé une manifestation jusqu'à présent. La nuit, cette manifestation, fait surface la semaine dernière, convoquant une contre-manifestation de Montejurra.

Dès samedi, des milliers de tracts circulaient en Navarre. Les uns se réclamaient de « Dieu, de la patrie et du roi ». Dans un

Charles-Hugues de Bourbon-Parme

UN MONARCHISTE SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Descendant de Louis XIV et du roi d'Espagne Philippe V, le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme est aujourd'hui le représentant carliste au trône d'Espagne, depuis l'abdication de son père, le prince Xavier, duc de Parme.

Après de quarante-cinq ans, Charles-Hugues est un homme de haute taille, maigre, aimable, accueillant, débordant de vitalité. Le général Franco n'était pas hostile à son père, mais il ne lui accordait pas la nationalité espagnole. Il est citoyen français — et même officier de réserve, avec la grade de capitaine, de l'armée française.

Expulsé d'Espagne en 1968 en raison des activités politiques qu'il avait développées dans ce pays, il avait tenté, il y a quelques semaines, de débarquer à l'aéroport de Madrid. Mais il avait aussitôt été repoussé, l'ordre d'expulsion n'ayant été donné qu'après la mort de Franco n'ayant pas été rapporté.

« Nous sommes monarchistes », a déclaré récemment le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme à Paris. Mais le carlisme n'est pas cette étonnante qui caractérise l'institution. Nous ne posons pas un problème dynastique, car nous ne revendiquons pas le trône ni le pouvoir. Ce que nous demandons, c'est une société socialiste, d'est une société socialiste. Par conséquent, la compétition n'est pas dynastique, mais bien politique. Il s'agit d'un différent entre la conception monarchique populaire, socialiste et fédérale du carlisme, et la conception bourgeoise, capitaliste et centraliste de la dynastie aujourd'hui au pouvoir. — J.-A. N.

Union soviétique

M. BREJNEV A ÉTÉ NOMMÉ MARÉCHAL

en tant que président de la « commission de la défense »

Moscou. — Les hommages qui ont été rendus à M. Léonid Brejnev à l'occasion du treizième anniversaire de la victoire sont tout à fait exceptionnels par leur ampleur. Intervenant moins de trois mois après le vingtième congrès du parti communiste soviétique — qui a été marqué par des images d'extrême gauche — la cérémonie de la nomination d'un « M. Brejnev » à la tête du ministère de la Défense, et, en remplacement du maréchal Gretchko.

De notre correspondant

nommes les plus importants du bureau politique.

La nomination de ce titre et de cette commission consacre le « rappel » de la subordination de l'armée au parti. Ce rappel intervient une semaine après la nomination d'un « M. Brejnev » à la tête du ministère de la Défense, et, en remplacement du maréchal Gretchko.

Dans l'ordre du jour qu'il a diffusé à l'occasion de l'anniversaire de la victoire, M. Brejnev a déclaré : « Au cours de la période de l'après-guerre, notre pays, dirigé par le parti communiste, a obtenu d'énormes succès dans le développement de l'économie, de la science et de la culture. Grâce à l'activité constante et consciencieuse, respectueuse du parti communiste, de notre pays, nous avons pu renforcer la capacité de défense de notre État, pour bloquer les menées des milieux agressifs de l'impérialisme et pour renforcer le paix universelle. »

M. Chitchevski a également exalté le rôle de M. Brejnev pendant le XXV^e congrès du parti, qui a montré avec éclat les qualités remarquables du secrétaire général en tant que théoricien et organisateur du mouvement communiste et ouvrier mondial. On peut dire à juste titre qu'une paix solide et équilibrée sur terre est indissolublement liée au nom de Léonid Brejnev. Le discours de M. Chitchevski — qui a également souligné une « bonne santé » de M. Brejnev — a été accueilli, dit la Pravda, par « des applaudissements vifs et enthousiastes ».

JACQUES AMALRIC.

Le rétrospectif d'inauguration, dont le secret avait été bien gardé, a été retransmis samedi soir par la télévision. M. Brejnev n'y assistait pas, M. Chitchevski y assistait.

La commission de la défense, qui s'appelle alors le haut comité militaire, a été mentionnée en 1967 au moment du sortit opposé à Krouchtchev au maréchal Jankov. Le maréchal fut accusé de trahison les travaux du haut conseil.



3 millions d'utilisateurs apprécient notre vitesse de croisière.

Evidemment, à 33 km/h on ne risque pas grand-chose.

Ni de faire des folies de conduite. Ni de casser son moteur. D'autant plus que le moteur du Solex 3800 est si robuste qu'on pourrait le dire increvable.

Avec ça, il démarre au quart de tour, d'un seul coup de pédale.



Et il roule pendant des années. Pas très vite, c'est vrai. Mais sans jamais s'arrêter. Et après tout, à quoi bon courir, l'essentiel c'est de partir à point.

SOLEX 3800. C'EST UN VÉLO AVEC UN MOTEUR.

Distribué par Motopécane-Motoconfort



سكوترات

AMÉRIQUES

Orages sur la Jamaïque

(Suite de la première page.

Objet de marchandises, le tonnaire se trouve éparpillé victime d'un racisme anti-Blanc qui survient, même s'il peut être considéré comme un produit de consommation dans un pays qui a connu des siècles d'esclavage sévère. Le type de relations qui s'est développé entre les populations blanches et la population noire et la minorité (ce pénaire 2 % de la population) a permis d'acquiescer à l'Europe occidentale, est politiquement stérile et désastreux pour les deux parties. Ainsi pour le Noir peut adresser à un Blanc qui passe dans la rue les plus injurieuses sautes que celui-ci relève la tête, personne n'a sort guère. Aux autres des coups, dans le cas contraire, il est possible d'attendre à l'abri du soleil, sont collées des affiches qui invitent à l'extermination de ces "vieux visiteurs" ; reflet d'une contradiction qui existe au sein même du gouvernement entre le désir d'abolir le racisme et la peur, pour certains, le mépris du Blanc utilisé comme slogan poli-

Des études faites par des sociologues jamaïcains montrent que le plus difficile pour leurs concitoyens dans la lutte pour l'indépendance et au cours des premières années de celle-ci a été

de se débarrasser d'une mentalité
d' « esclavage », puis de « colonisés »,
faite d'auto-dépréciation, de senti-
ment d'impuissance. Sans doute
une saine colère contre le Blanc
(ces raisons ne manquent pas)
pourrait-elle aider les Jamaïcains
à se détacher de la fascination
que celui-ci exerceait, pour s'affir-
mer comme Noirs et chercher leur
propre voie. Mais, quarante ans
après l'indépendance, ce ressort
psychologique ne devrait plus
jouer. D'autres protestent que la
désignation d'un ennemi commun
peut aider à unifier et mobiliser
des masses. Mais, à long terme,
ce n'est qu'un expédient et un
peu motivé. Cela devrait-il être
nécessaire dans un pays qui se
veut en marche vers le socialis-
me ?

Peur dans la ville

Cette atmosphère est peut-être une des causes de la crise que traverse l'industrie hôtelière. Celui-ci connaît depuis deux ou trois ans un ralentissement par rapport au boom des années 1960-69, au cours desquelles le nombre des touristes s'était accru de 218 % et l'on avait exécuté les travaux de réhabilitation de ceux qui séjournaient plus de trois nuits. En 1974, l'accroissement du nombre de touristes par rapport à 1973 n'a été que de 4,6 %. Plusieurs grands hôtels sont actuellement en construction dans l'île, alors même que le coefficient de saturation est de 100 %. Le gouvernement a dû racheter plusieurs hôtels en faillite. Les autorités espèrent toutefois sortir de la crise en développant le tou-

siens de masse (canadien principalement) et les croisiers circulaires. Mexico-Cuba-Jamaïque.

Le visiteur qui veut visiter les champs clos des hôtels constate qu'il régit chez les Bienes de Kingston une véritable psychose d'agression. La personne qu'il viendra chercher pour dîner refusera de traverser seule son jardin.

Le quartier résidentiel, sur les collines dominant la ville, retient toute la nuit des aboiements des chiens de garde au passage d'un piéton. Kingston est bien connue par la peur. Mais, comme

A detailed map of Jamaica, showing its coastline, major cities, and geographical features. The map includes labels for bays such as Montego Bay, Port Antonio, and Port of Spain. Major cities like Kingston and Spanish Town are marked. The map also shows the surrounding waters, including the Caribbean Sea and the Gulf of Mexico. An inset map in the bottom left corner shows the location of Jamaica within the Caribbean region, with labels for the Gulf of Mexico, Caribbean Sea, and surrounding islands. A scale bar in the bottom right corner indicates distances in miles and kilometers.

[illegible]

forte densité, environ 163 habitants au kilomètre carré, est en partie allégée par l'émigration, qui a touché plus de 290 000 personnes dans les années 60 (en 1973, près de 10 000 Jamaïcains sont partis pour les Etats-Unis, 7 000 pour le Canada, 1485 pour la Grande-Bretagne).

Kingston et sa banlieue s'étendent sur 150 kilomètres carrés. Les statistiques indiquent que la population totale de l'île. Dans les bidonvilles, la densité de population atteint jusqu'à 65 habitants à l'hectare. Une forte criminalité est dès lors inévitable, d'autant plus que le chômage frappe près de 25 % de la population active (environ 300 000 personnes). En outre, le gouvernement a mené en 1972 une campagne énergique contre les trafics de drogue (principalement de cannabis) et de rhum (jaune locale) à destination des États-Unis.

Qu'est devenu le paradis qui charma l'acteur Errol Flynn et Ian Fleming, l'auteur de « James Bond » ? Il vit toujours dans l'hospitalité chaleureuse des amis jamaïcains, qui s'épanouit dès que l'on est parvenu à franchir les barrières raciales (3). Tout ce qui tient au soleil et à la mer, au climat et à la végétation, redit un enchantement. Il suffit

de quitter la capitale et de rouler sur les petites routes de l'intérieur pour s'en convaincre.

On crotte, le dimanche matin, des petites filles qui vont à l'office en donnant la main à leur mère, toutes coiffées d'un chapeau rond et blanc, que n'aurait pas dévoué la reine Victoria. Les pères de famille portent avec dignité costumes sombres et cravates serrées et déambulent sur des vélos Raleigh, aux chromes étincelants, fabriqués dans la brumeuse Birmingham. Pendant ce temps, des couples d'adolescents forcent à travers la campagne couverte de champs de canne à sucre sur des Yamaha 125.

Les chemins de campagne

Dans la petite ville de Savanna-la-Mar, en robe longue, les chaussures à la main, une dame attend sur le trottoir, le retour de son mari. A la sortie de la ville, on entend les chants et les claquements de mains qui s'échappent d'un temple. Des dizaines de personnes qui n'ont pu s'y pénétrer se massent autour des portes grandes ouvertes, et n'interrompent leurs bavardages que pour reprendre un refrain qui leur plaît particulièrement.

comme les routes qui ont connu

le flux et le reflux des paroissiens habitant loin du temple. Certains de ces routes suivent d'anciens sentiers qui existaient déjà lorsque Christophe Colomb « découvrit » l'île, le 3 mai 1492. Ils avaient été ouverts par les Indiens, les premiers, exterminés par les Espagnols. D'autres ont disparu devant le portail de pierre des grandes demeures coloniales, aujourd'hui désertes, dressées sur des collines au milieu des arbres et des prairies d'ici. Ces routes de Nord-Est à Sud-Ouest sont les seules où les habitants dorment sur les sols couverts de la « civilisation » des planteurs. Hommes rudes et grossiers, prêts insoucients d'innombrables barbares, taches claires parmi les taches sombres, ils ne se souviennent la au début du dix-neuvième siècle.

Allieurs, on garde le souvenir des premières revoltes sociales, qui éclatèrent vers 1863. Des carrefours redoublés anonymes ont été créés par les syndiqués des premières compagnies politiques ou syndicales, celles de Marcus Garvey, que le pasteur Martin Luther King considérait comme le père du mouvement pour le pouvoir à Celles. Celles au premier ministre de la Jamaïque indépendante, Alexandre Bustamante, ou du syndicaliste Norman Manley, dont le fils Michael est l'élève, écouter les histoires du marchand d'oranges, qui suspend ses fruits en chapelets dans les arbres du bas-côté, du coupeur de cannes, du fabricant de sucre, du fabricant de papier, pour retrouver, avant d'examiner les déficits économiques et les incertitudes politiques, l'âme de ce paradis perdu.

(3) Pour découvrir la Jamaïque, non comme un « Eldorado » de passage, mais de l'intérieur. Il faut aller voir le film jamaïcain *Tout, tout de suite*, tourné dans les quartiers pauvres de Kingston. Meilleur en scène : Perry Henzell.

Prochain article :

LA GARPE ET LE LAPIN

— (Publicité) —
HAITI

**POUVOIR NOIR DU MODELE
DE NEO-COLONIE AMERICAINE**
FILMS-DEBATS
le mardi 11 mai 1976 à 18 heures

« Haïti,
le chemin de la liberté »,
de Arnoïd ANTONIN
et son nouveau film
l'« Art naïf en Haïti », ou un
agent de la C.I.A. peut-il être
un mécène ?

**FESTIVAL
CAHIERS DU CINEMA**
Artistie Voltaire, 45 bis, rue
Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

(PUBLICITE)

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La position du P.S. est ratifiée à l'unanimité dans le Nord et les Bouches-du-Rhône

Les fédérations socialistes du Nord et des Bouches-du-Rhône, réunies en assemblée générale le 10 mai, ont ratifié à l'unanimité la position du P.S. sur les élections municipales. Cette position, qui a été adoptée lors du congrès de la fédération nationale du P.S. à Paris, le 10 mai, est la suivante : « Le P.S. ne se présente pas aux élections municipales, mais il soutient les candidats socialistes qui se présentent. » Cette position a été adoptée à l'unanimité par les délégués des fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône.

M. DOMINATI : le P.S. comme une escroquerie politique.

(De notre correspondant.) Bourgnon-Vallée. — M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré, dimanche 9 mai, à Bourgnon-Vallée, devant le conseil de la fédération départementale du P.S., que le P.S. est une escroquerie politique. Il a déclaré que le P.S. est une organisation qui ne sert que les intérêts de ses dirigeants et qu'il est temps de se débarrasser de cette organisation.

M. Jobert invite ses amis à « être plus que jamais ailleurs »

M. Michel Jobert a réuni, dimanche 9 mai, à Paris, une réunion de travail avec ses amis du mouvement des démocrates. Il a déclaré que le mouvement des démocrates est une organisation qui ne sert que les intérêts de ses dirigeants et qu'il est temps de se débarrasser de cette organisation. Il a invité ses amis à « être plus que jamais ailleurs ».

vacances de rêve aux Seychelles avec ZENITH

Les vacances de rêve aux Seychelles avec ZENITH. Les vacances de rêve aux Seychelles avec ZENITH. Les vacances de rêve aux Seychelles avec ZENITH.

vos chances au Bac

se jouent le 1er au 12 juin ou Terminales A.C.D.E., les préparations spéciales Bac-Math.

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES ET TROIS CANTONALES

ARDECHE : Le Teil (1^{er} tour).

Inscr. 8.865 ; vol. 4.196 ; suffr. 4.124. Liste présentée par le conseil municipal : Mme Paul Avon, 2.798 voix ; M. Edouard Plan, 2.427 voix ; liste d'union de la gauche : M. Marcel Mame, 1.418 ; Paul Allermann, P.S., 1.423.

VAL-DE-VOIRE : Marly-la-Ville (1^{er} tour).

Inscr. 1.996 ; vol. 972 ; suffr. 972. Liste présentée par le parti communiste : M. Desloges, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

CHER : canton d'Henrichemont (1^{er} tour).

Inscr. 3.057 ; vol. 2.186 ; suffr. 2.057. M. Jean Pouchard, P.S., 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

SEINE-ET-MARNE : canton de Châteauneuf-en-Yvelines (1^{er} tour).

Inscr. 6.900 ; vol. 4.734 ; suffr. 4.628. M. Claude Gault, P.S., 2.186 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

SEINE-ET-MARNE : canton de Châteauneuf-en-Yvelines (2^e tour).

Inscr. 6.900 ; vol. 4.734 ; suffr. 4.628. M. Claude Gault, P.S., 2.186 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

SEINE-ET-MARNE : canton de Châteauneuf-en-Yvelines (3^e tour).

Inscr. 6.900 ; vol. 4.734 ; suffr. 4.628. M. Claude Gault, P.S., 2.186 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (1^{er} tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (2^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (3^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (4^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (5^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (6^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (7^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (8^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (9^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (10^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (11^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (12^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (13^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (14^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (15^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (16^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (17^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (18^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (19^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

YONNE : canton de Ligny-le-Châtel (20^e tour).

Inscr. 2.078 ; vol. 2.173 ; suffr. 2.078. M. Georges Régulier, sans étiquette, 1.028 voix ; M. Jean Mallet, P.C., 608.

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. A votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz N°1 Club.

788-73-00

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

A. COËTQUIDAN

De notre envoyé spécial

Ce souvenir, le chef de l'Etat français, en se rendant à la prise d'armes sur le « massif » du camp que domine la statue du général Kléber. Après avoir passé en revue les troupes françaises, par les rues de la ville, le président de la République spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'Ecole militaire Interarmes — les deux écoles de Coëtquidan — a été reçu par le commandant sur une estrade couverte d'un tapis rouge, a entendu le commandant Neville, chef du cours d'histoire, lui lire le discours qu'il a prononcé le 14 juillet 1945 : « La victoire de 1945 a rendu l'honneur et la liberté à tous les Français, ceux-ci doivent aimer leur pays, leur nation, à lui payer sa reconnaissance ».

Le chef de l'Etat, au terme de cette cérémonie, a parcouru le Musée du souvenir, où sont rassemblés des objets ayant appartenu à des soldats morts pour la France ou à quelques anciens célèbres, comme la fameuse casquette du maréchal Bugeaud ou un ceinturon porté par le général de Gaulle lorsqu'il était élève de l'école. Puis il a parcouru le musée des savoirs dans le bâtiment de commandement avant de visiter l'un des bâtiments où vivent les élèves. Enfin, un dîner était offert en son honneur, auquel participait « un échantillonnage de cadres officiers, sous-officiers, sous-officiers d'entretien de l'armée de terre, anciens officiers des écoles de Coëtquidan ».

M. Giscard d'Estaing devait indiquer, en réponse à une question sur l'évolution de la politique militaire française sous la V^e République : « Il faut replacer les décisions dans leurs circonstances historiques. Lorsque le général de Gaulle définissait la politique

« UNE JEANNE D'ARC
POUR TOUS LES FRANÇAIS »

La Restauration nationale a célébré dimanche matin 9 mai la fête de Jeanne d'Arc devant la statue équestre de la place des Pyramides, à Paris, en présence de nombreux curieux et policiers également dévoués.

Vers 10 h. 30, le cortège, qui s'était constitué dans une artère avoisinante, s'est avancé rue de Rivoli. Il était précédé de vendeurs de l'hebdomadaire d'action française de la droite, de la *France*, le *Vilipendancier* bien haut, *la République*, régime de voleurs au service de la subversion internationale. Venait en tête un groupe de jeunes gens, dont deux serre-files cadencèrent le pas. Il était suivi de celui des «*jeunes filles royalistes*», des dispensées, d'adolescentes aux allures amoureuses. Derrière le gros lot, la colonne était conduit par M. Pierre Pujo, directeur politique d'*Aspects*. Au total, un millier environ de personnes ont pris part à la manifestation.

Après que les porte-drapeaux
eurent incliné les emblèmes
tricolores devant la statue sous
des applaudissements, on a chanté
une fois encore que « les rois
ont fait la France, elle les a
sans roi », on a crié « Vive le
roi », puis on s'est séparé en
laissant des fleurs surmonées
au nom du Cercle féminin royal-
liste, des anneaux combattants
d'Action française et de l'hebdo-
madaire royaliste, « A la suite
de la patrie ».

An pied de la statue étincelante, les gerbes voisinaient avec celles de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil de Paris et du « gouvernement de la République ».

« Pourquoi pas ? expliquait un philosophe organisateur avec philosophie. Evidemment, Jeanne a servi son roi avec éclat. Mais, comme le roi, elle est à tous les Français ».

militaire, nous étions au lendemain du conflit d'Algérie. France ne disposait pas encore de moyens de dissuasion. Il était naturel que l'accent soit mis en priorité, massivement, sur l'aspect de la dissuasion. Dans l'esprit général de Gaulle, il n'avait jamais été question de faire reposer la sécurité de la France sur la dissuasion. »

THOMAS FERENCZI,

M. Jacques Chirac a inauguré, samedi 8 mai à Erive (Corrèze), le musée de la déportation et de la résistance, Centre national de la Résistance, sous le nom de l'ancien ministre, originaire de la Corrèze.

M. Jean Charbonnel, maire de la ville, ancien député (ex-U.D.R.) a accueilli le premier ministre et lui a exprimé « publiquement sa reconnaissance » pour l'aide qu'il a apportée à la réalisation de « cette œuvre du souvenir et de la reconnaissance ».

Le maître de Brive a rappelé qu'il y a un an, le 3 mai 1915, il intervint « une décision arbitraire et injuste. Cette décision nous ne l'avons pas acceptée. Nous ne l'acceptons pas. Nous ne l'accepterons jamais ». M. Estienne a répondu qu'entre 1940 et 1944, il était pas dirigé contre le peuple allemand et que notre victoire était celle de la liberté. M. Charbonnel a ajouté : « Rien pas même les insolences d'un chancelier fédéral, ne peut changer quoi que ce soit à cette vérité ni à la poursuite de notre lutte contre tous les fascismes ».

M. Chirac, dans son allocution, a notamment affirmé : « Un pays ne peut pas rester libre s'il n'a

pas les moyens d'assumer pleinement lui-même sa défense. Un pays ne peut pas rester libre si ses habitants ne savent pas, par l'expérience de leur vie quotidienne, qu'ils ont leur juste et pleine part du progrès accompli grâce à l'effort commun.

Le premier ministre a ensuite évoqué « l'Europe des peuples, qui est l'Europe unie et unifiée », ajoutant : « L'Europe doit être libre, indépendante, prospère. Elle le sera dans la mesure où elle sera fondée sur l'adhésion sans réticence d'Européens qui seront d'autant plus attachés à l'union de leur continent qu'elle n'aura pas marqué la fin des patries ancestrales. »

● M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a reçu samedi 5 mai à la mairie de Marseille les associations d'anciens combattants. A cette occasion, il a qualifié d'« *actes subalternes* » la décision du chef de l'Etat de supprimer les cérémonies officielles du 8 mai, et de « *marche arrière* » l'ordre donné il y a quelques jours aux préfets de se rendre en tenue officielle aux monuments aux morts.

Diverses cérémonies commémoratives du 8 mai se sont déroulées, samedi, à travers toute la France.

A Paris, M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, entouré de ses collègues, auxque-
 ls étaient joints MM. Jean Tau-
 gnot, préfet de Paris, et Pierre
 Lemaître, préfet de police, a
 déposé une gerbe sur la tombe
 du Soldat inconnu, à 15 heures.
 Puis quelque trois mille anciens
 combattants, précédés de cent
 cinquante porte-drapeaux — qui
 avaient répondu à l'appel de
 l'Union française des anciens
 combattants, — ont remonté une
 partie des Champs-Élysées jus-
 qu'à l'Arc de triomphe.

La formation du cortège a connu quelques heurts : parmi les jeunes, une délégation de l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) veut interdire par les autres manifestants de déployer une banderole. A la suite de quoi l'U.J.P., déclarant parler « au nom de quelques trois cents jeunes socialistes (...) siècle — dans un communiqué — contre les méthodes employées par le service d'ordre de l'Association républicaine des anciens combattants ».

un drapeau rouge et brun, bannières des antifascistes allemands. Lui aussi s'est incliné sur la mort de la sonnerie aux tambours. A Metz, à Limoges, à Marseille, à Dijon, à Toulouse, et dans nombreuses autres villes, cérémonies commémoratives revêtu une certaine ampleur.

A Nancy, la place Stanislas était pavoisée, samedi, pour la première fois depuis dix ans.

A Toulouse, MM. Pierre Bascou, député, maire (R-L), et Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, adjoint au maire, ont rejoint au stade de la ville ont reçu, à l'hôtel de ville, les délégations d'anciens combattants.

«C'est un incident à caractère

devant l'hôtel de ville, un groupe
d'anciens combattants —
entraînait le *Chant des partisans*;
exécuté par l'harmonie munici-
pale — à une douzaine de
jeunes chantant, poing levé, l'Internationale.

À Nice, M. Jacques Médet,
secrétaire d'Etat au tourisme
maire de la ville, a qualifié
« hautement déplacée », dans
un communiqué, la manifestation
d'un groupe de jeunes militaires
communistes brandissant des
drapeaux portant l'inscription
« 8 mai, fête nationale ».

Nouveau pétrole, énergie de demain.

Le nouveau pétrole, celui qui vient de la terre. Dans dix ans il couvrira le tiers de la consommation de l'Europe Occidentale.

Grande aventure, parce qu'elle représente des années d'efforts, d'innovations et de perfectionnements techniques pour mettre à notre disposition ces milliers de produits qui changent notre existence.

Grande aventure, parce que des dizaines de milliers d'hommes la vivent, qu'elle en fait travailler des centaines de milliers d'autres, qu'elle met en jeu des investissements considérables. Il faut que les sociétés pétrolières trouvent dans leurs résultats les ressources pour investir davantage, encore dans les années à venir, afin de répondre au fantasme d'une énergie de demain.

Heureux, c'est votre sécurité.

INDUSTRIE FRANÇAISE DU PÉTROLE

CENTRE D'ETUDES ET D'INFORMATION PÉTROLIÈRES

Si vous
10%
prenez

*Pour un total de 500 F
Exemple :
Robe 100 % coton
Aspirateur
Rocking-char noyer
Total
Escompte 10 %
Net à payer

هكذا من الاصل

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES DE PARIS

expose actuellement à

LA FOIRE DE PARIS

Porte de Versailles - Pavillon 5
Allée C - Stand 4

Vous trouverez des modèles standard vitrés
Justapossibles - Supersposables - Démontables
Accrochables - Longues - Étroites - Profonds
permettant de multiples combinaisons d'assemblage

Des Meubles Rustiques
Des Bibliothèques Contemporaines
Des Bibliothèques de Style
Département sur Mesure

le tout à des PRIX IMBATTABLES

Certains gratuits sur demande
par téléphone : 633-73-33

(répondre : automatique 24 heures sur 24,
ou par écrit à son magasin
en Montparnasse
61, rue Froidevaux, 75014 PARIS

chez soi, au restaurant
pour la cuisine & la table

la porcelaine
dure française

PILLIVOY
FRANCE

UNE BELLE SANTÉ.



les 9 versions
de la Renault 12 sont là
pour en témoigner

Renault 12 L 1289 cm ³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7.1" - 10.1" - 10.3 l/m ¹⁰⁰ - 21 900 F*	Break Renault 12 L 1289 cm ³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7.1" - 10.1" - 10.3 l/m ¹⁰⁰ - 23 200 F*	Break Renault 12 société 1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6.6 l - 9.5 l - 9.8 l/m ¹⁰⁰ - 20 280 F*
Renault 12 L 1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6.8 l - 9.5 l - 9.8 l/m ¹⁰⁰ - 23 100 F*	Break Renault 12 L 1289 cm ³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6.8 l - 9.5 l - 9.8 l/m ¹⁰⁰ - 24 500 F*	Renault 12 automatique 1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7.6 l - 10.8 l - 10.4 l/m ¹⁰⁰ - 26 200 F*
Renault 12 TS 1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6.9 l - 9.3 l - 10.6 l/m ¹⁰⁰ - 24 700 F*	Break Renault 12 TS 1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6.9 l - 9.3 l - 10.6 l/m ¹⁰⁰ - 27 200 F*	Break Renault 12 automatique 1289 cm ³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7.6 l - 10.8 l - 10.4 l/m ¹⁰⁰ - 27 200 F*

Renseignez-vous chez votre concessionnaire

LES RENAULT 12

Renault présente

Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à : 90 km/h pour les 12 L et 12 S, 120 km/h pour les 12 TS et 12 automatique.

SOCIÉTÉ

POINT DE VUE

L'A presse a souvent évoqué ces dernières années — surtout en 1974 après la création du fichier Saliat de l'INSEE (1) — les menaces que l'ordinateur ferait peser sur les libertés. Pour clarifier le débat, il faut lui distinguer deux notions interdépendantes mais très différentes. La protection de la vie privée, et des libertés (en anglais *privacy*) est une question avant tout sociale et juridique, comme l'a d'ailleurs montré le rapport de la commission « Informatique et Libertés ». La sécurité des données (data security) comporte quant à elle deux aspects : protection matérielle, des systèmes installés et sécurité informatique au sens le plus technique du terme.

Lorsqu'il présentait, le 17 avril 1974, la commission « Informatique et Libertés », M. Jean Tassinier, alors ministre de la Justice, déclarait : « L'ordinateur, pris en lui-même, n'est qu'un instrument de traitement rationnel de l'information. A ce titre, il est évidemment neutre. C'est son utilisation qui peut en faire le maître comme la pira des choses. » Peut-on mieux dire que ce ne sont pas les systèmes d'information dont nous disposons aujourd'hui qui ont posé

(*) Président d'ILIC-Europe.

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS RESPONSABILITÉS

Par JACQUES G. MAISONROUGE (*)

une menace sur les libertés, mais toujours, en dernière analyse, des hommes ?

Il est très important en ce domaine de préciser les responsabilités. Puisque ce sont des hommes qui décident toujours de ce que l'ordinateur fera, il appartient aux hommes d'établir les sauvegardes — juridiques ou techniques — qui les protégeront d'abus possibles.

Il convient ici de distinguer cinq groupes, dont les responsabilités sont d'ailleurs différentes : le grand public, les pouvoirs publics, les associations professionnelles, les utilisateurs et les constructeurs.

Le public

Jean-Jacques Rousseau écrivait : « L'homme est né libre, mais partout il est en chaîne. » C'est pourquoi les personnes informées, conscientes de leurs responsabilités, ont dans leur expression, sont la meilleure assurance contre un mauvais usage des données.

Tous les citoyens peuvent être affectés par la mauvaise utilisation de l'ordinateur. Aussi, au cours des dernières années, des juristes, des syndicalistes, des journalistes, ont-ils demandé des lois nouvelles, des codes éthiques, des normes administratives destinées à définir et à protéger ce qui appartient exclusivement aux individus, et les informations que l'on peut légitimement posséder sur eux.

Il est normal que les citoyens puissent décider quels renseignements peuvent être rassemblés, et si l'information recueillie peut éventuellement être utilisée à d'autres fins. Ils doivent aussi pouvoir définir qui peut avoir accès à cette information, et dans quelle mesure.

Si l'on examine de façon responsable, le public a un rôle à jouer. On ne peut élargir l'appellation aux efforts de Ralph Nader qui s'est fait, voici plusieurs années, l'avocat d'une loi pour la protection de la vie privée : efforts qui ont été couronnés de succès, puisque l'U.S. Privacy Act est en vigueur depuis septembre 1975.

Les pouvoirs publics

Dans plusieurs pays — en Allemagne fédérale, en Autriche, en Belgique — des projets de lois sont en cours d'étude. En Angleterre, le gouvernement a fait paraître en décembre 1975 un Livre blanc sur l'ordinateur et la vie privée. Certains lois sont d'ores et déjà en vigueur : en Suède, pays pionnier en ce domaine, depuis l'été 1974, en Hollande ou aux États-Unis. On se trouve donc en présence d'une grande activité dans le plupart des pays.

En France, plusieurs années sont passées depuis la proposition de loi du 30 octobre 1970 faite par M. Pinon-Robert. Elle ont été surtout marquées par les remarquables travaux de la commission « Informatique et Libertés » présidée par M. Bernard Chenot.

La presse s'en est faite l'écho, et l'on peut seulement regretter que sa parution n'ait pas donné lieu à plus de débats publics (2). Le projet de loi qui sera probablement déposé à l'Assemblée au cours de la session d'automne 1976 en reprend les conclusions.

Il faut, enfin, évoquer les travaux du Conseil de l'Europe, du Parlement européen, et de l'O.C.D.E. sur le sujet. Les efforts législatifs nationaux sont ainsi coordonnés à l'échelle européenne, afin d'éviter leur application et d'éviter certaines incompatibilités.

Les associations professionnelles

La sécurité, le secret, dépendent en grande partie de l'intégrité des responsables du fonctionnement des ordinateurs, problème d'autant plus important que les opérateurs, programmeurs et analystes de systèmes sont très mobiles. Certains pourraient être victimes des tentations que leur « travail » procure. Cela explique les questions suivantes : faut-il leur demander un engagement correspondant au serment d'Hippocrate ? doit-on établir un code déontologique de l'informatique ?

Le rapport « Informatique et Libér-

té » évoque ces questions : « On ne peut pas attendre que les ordinateurs soient bien faits, donc le passé a permis de définir ces problèmes, et dont les membres jouissent d'une position indépendante. Aucune de ces conditions n'est remplie ici... Il ne s'agit pas d'établir un code des droits et des devoirs des informaticiens. La tâche des associations professionnelles est donc d'attirer l'attention de leurs membres sur les aspects juridiques et moraux de leurs activités professionnelles ».

Les utilisateurs

La protection des données n'est pas un sujet d'actualité nouveau d'aujourd'hui. Il y a longtemps que les industriels essaient de protéger le secret des méthodes de fabrication, des formules, des prix de revient. Aujourd'hui, beaucoup de renseignements confidentiels sont enregistrés en ordinateurs. Il faut assurer la sécurité de la machine.

Le problème s'est compliqué avec le développement de l'informatique. En effet, grâce à des terminaux reliés à l'ordinateur par ligne téléphonique, on peut avoir accès aux données enregistrées en mémoire. Il ne faut cependant pas croire que cela soit facile. Prenons un exemple simple : celui des terminaux employés par les compagnies aériennes pour la réservation des places. Il faut connaître le système et son fonctionnement pour obtenir un renseignement sur les voyages prévus d'une personnalité quelconque.

L'utilisateur qui contrôle le fichier assume donc diverses responsabilités : c'est à lui de décider quelles informations seront collectées, qui y aura accès, comment elles seront utilisées et protégées.

Les constructeurs

Depuis des années, les constructeurs recherchent les meilleures méthodes de protection de l'information, enregistrée. On peut tout d'abord vérifier l'identité de ceux qui utilisent le système et contrôler le droit d'accès grâce à des cartes magnétiques, des clés, des mots de passe. On peut même combiner ces éléments. On utilise aussi — notamment dans les distributeurs automatiques de billets — la cryptographie : l'information transmise, brouillée, est inutilisable. On doit alors établir un profil de sécurité pour

chaque utilisateur : il permet l'accès à certaines informations, non à d'autres, et peut aussi interdire l'entrée de données nouvelles, ou toute modification des données existantes. On peut enfin tenir le journal de marche du système et disposer d'une table de contrôle de toutes les interruptions.

En fait, ces méthodes de protection par identification du demandeur, restriction de la sortie des données, contrôle des interruptions, sont beaucoup plus efficaces que celles qui sont, ou qui étaient, utilisées pour les fichiers manuels.

En 1972, I.B.M. a entrepris des études consacrées à la sécurité, dans quatre centres : trois chez des utilisateurs, un dans ses propres services. La mission de ces centres d'études était de développer des techniques nouvelles de protection des informations : la responsabilité sociale d'une entreprise consiste avant tout à chercher des solutions aux problèmes posés pour les produits qu'elle propose.

Vous diriez enfin évoquer un autre projet de recherche à l'heure actuelle unique au monde : il réunit, en Suède, le gouvernement, I.B.M. et un Comité de contrôle des banques de données. Ses objectifs sont d'identifier les menaces concernant la sécurité des installations d'ordinateurs et de développer, tester et évaluer des solutions. Ce groupe d'experts prépare aussi un manuel sur la sécurité des données en plusieurs parties : chacune est destinée à un public particulier.

Tous les exemples qui précèdent le montrent : le problème de la sécurité de l'information peut être résolu. Les techniques sont disponibles, ou peuvent être développées. Mais les méthodes techniques n'apportent jamais de réponses à certaines questions fondamentales : quelle information enregistrer ? Dans quel but ? Qui pourra y avoir accès ?

Il s'agit là de décisions humaines. Le constructeur ne peut qu'encourager la discussion de ces questions à l'échelle nationale et comme citoyen, aider à une meilleure compréhension des problèmes.

Le problème de l'information est l'un des plus complexes et des plus paradoxaux de ce temps : l'information peut-être être à la fois libre, intégrée et respectueuse de données secrètes ? Qui, si ce n'est la technologie progressante de paix. Qui, si chacun prend la juste mesure des responsabilités qui lui sont assignées.

(1) Le Monde du 21 mars 1974.
(2) Le Monde des 17 et 23 septembre 1975.

Depuis 32 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est toujours le n°1 pour
l'achat et la vente de fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.,
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Molte, 75011 Paris

LES USA avec ZENITH

Consultez les brochures ZENITH : toutes les formules : charters, circuits, autocars, location voiture, et véhicules habitables, séjour, etc., et le fameux « Amérique au volant » : 1500 hôtels avec une auto à 735 F par semaine si vous êtes 2 personnes.
Demandez la brochure Zenith à votre agent de voyages ou
14 rue Thiers 75001 Paris - tél. 742.85.80 - 266.44.77 et
21 avenue d'Italie 75013 Paris - tél. 588.14.22 - 331.89.71.
(N° 702 A)

loterie nationale

chaque mois la tranche du

ZODIAQUE

prix du billet 44 F
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F
Tirage le 12 mai

سكركا من الاموال

**Tous les médecins américains doivent adhérer
à un organisme qui contrôle leur activité**

Futurs cadres de gestion
apprenez votre métier
là où vous l'exercerez

condamnables à réparation. La moyenne des sommes obtenues par plaignant était, en 1975, de 325 000 dollars (850 000 NF) et les versements de plus de 1 million d'innovations américaine.

Salver la recherche universitaire

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Le contrôle des autorisations de licenciement

Les membres du comité d'entreprise et les délégués du personnel bénéficient d'une protection particulière en matière de licenciement. Lorsque l'employeur envisage le licenciement de l'un d'eux, il doit recueillir l'assentiment du comité d'entreprise. A défaut d'accord, le licenciement est nul. Le licenciement peut intervenir que sur la décision de l'inspecteur du travail, ou sur la décision du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, ou sur la décision du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, ou sur la décision du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

Jusqu'à ce jour, cependant, ce dernier faisait à l'autorité administrative un large pouvoir pour apprécier et autoriser ou non le licenciement. Par une décision d'assemblée du 5 mai 1976, rendue sur le recours de la S.A.R.L. d'Avignon et du ministre de l'Équipement, le rapport de M. Durozou, après des observations de M. Girard et Nicolas, le Conseil d'État vient de décider de réserver son contrôle sur ces décisions.

L'arrêt pose en principe que

lorsque le licenciement d'un de ces salariés est envisagé, ce licenciement ne doit pas être en rapport avec les fonctions professionnelles, mais avec les fonctions professionnelles, mais avec les fonctions professionnelles, mais avec les fonctions professionnelles.

Appliquant ces principes au cas de l'inspecteur du travail, le Conseil d'État a confirmé un jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand qui avait annulé une décision de licenciement d'un délégué du personnel de la S.A.R.L. d'Avignon, en considérant que les faits qui étaient reprochés à ce salarié ne relevaient pas d'un caractère de travail, mais d'un caractère de vie personnelle.

La décision ajoute qu'en outre, le salarié a commis une faute grave, ce qui est une condition pour le licenciement. Le Conseil d'État a donc annulé la décision de licenciement.

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

Par décret publié au Journal Officiel du 9 mai, M. Jean-Claude Baudouin, avocat général à Paris, est nommé conseiller à la Cour de cassation.

Le Journal officiel du même jour indique que M. Michel Jéat, avocat substitut à l'administration centrale du ministère de la Justice, détaché d'occuper un emploi de sous-directeur à l'administration centrale, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris.

N.D.E. — La nomination de M. Jean-Louis Lemaître, avocat général à Paris, est confirmée. M. Jean-Louis Lemaître, avocat général à Paris, est confirmé. M. Jean-Louis Lemaître, avocat général à Paris, est confirmé.

Le Conseil d'État a donc annulé la décision de licenciement. Le Conseil d'État a donc annulé la décision de licenciement. Le Conseil d'État a donc annulé la décision de licenciement.

L'UNION NATIONALE DES AVOCATS SE PRONONCE POUR UNE REPRÉSENTATION NATIONALE DE LA PROFESSION

De notre correspondant régional


Toulon. — L'Union nationale des avocats (UNA), créée à l'occasion du congrès national de novembre 1968, vient de réunir son comité directeur. Tous les avocats ont été représentés au point de vue de la profession sur les grands problèmes de la vie judiciaire.

« La défense, c'est l'avocat »

L'UNA s'est déclarée favorable à une représentation nationale de la profession qui serait l'association de tous les membres du barreau. Les avocats ont été représentés au point de vue de la profession sur les grands problèmes de la vie judiciaire. L'UNA s'est déclarée favorable à une représentation nationale de la profession qui serait l'association de tous les membres du barreau.

Antoine Rittier, détenu à la prison de Clairvaux après une condamnation à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'André Borrel et de Jean Moreno — a commencé une nouvelle grève de la faim.

Antoine Rittier vient d'adresser au ministre de la Justice une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Je suis innocent de ce meurtre, c'est moi. » Il explique d'autre part que s'il a eu ce double meurtre devant les yeux, c'est parce qu'il a vu un acte de violence devant ses yeux.



DIRECTEUR COMMERCIAL 160.000 F

TECHINAGAZ, filiale du groupe GAZOCEAN, spécialisée dans la conception et l'ingénierie des navires-transport de gaz liquéfiés et d'installations industrielles, recherche un Directeur Commercial, Resident, pour la Direction Générale, il aura pour mission essentielle, au sein de la Direction, d'assurer la promotion des politiques générales de la société en fonction du marché. Avec l'appui d'une équipe commerciale, il animera et contrôlera la bonne exécution du programme d'action, en assurant une liaison permanente avec les techniciens de la Direction, d'assurer la promotion des politiques générales de la société en fonction du marché. Avec l'appui d'une équipe commerciale, il animera et contrôlera la bonne exécution du programme d'action, en assurant une liaison permanente avec les techniciens de la Direction, d'assurer la promotion des politiques générales de la société en fonction du marché.

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES 140.000 F

Sud-Est — Filiale d'un groupe industriel français de dimension internationale, une société ayant un effectif de plus de 1.500 personnes, crée la Direction des Affaires Sociales. Basé au siège et responsable devant le Directeur Général, sa mission sera double. En position fonctionnelle, il concevra et proposera une politique du Personnel et veillera à sa mise en œuvre. Pour ce dernier point, il coopérera avec des sociétés étrangères avec lesquelles les entreprises françaises ont passé des accords. Les fabrications sont des moyennes séries. L'effectif à diriger, proche de 200 personnes, comprend essentiellement des ouvriers professionnels et des employés du service technique. Le poste implique une expérience de 5 à 12 ans dans la direction d'un service technique. L'expérience de 5 à 12 ans dans la direction d'un service technique. L'expérience de 5 à 12 ans dans la direction d'un service technique.

INGÉNIEUR 100.000 F

Une société implantée à Boulogne-sur-Mer, leader dans sa profession, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'alimentation, recherche un ingénieur. Outre un rôle d'assistance au niveau de la production, il collaborera avec le service entretien et participera à la conception de matériels nouveaux. A terme, il sera amené principalement à participer, en tant qu'ingénieur "hyposon", à la mise en route à l'étranger d'usines du même type. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, possédant une formation d'ingénieur (AM ou équivalent), ayant acquis une solide expérience des responsabilités et du commandement, et ayant pu dans l'industrie, l'assurance ou le commerce, acquiescence générale qu'il apporte à la direction. La rémunération annuelle de départ sera, selon la qualification, de l'ordre de 100.000 francs; elle sera fixée en fonction de l'expérience acquise. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4500M

RELATIONS INDUSTRIELLES Normandie

Une société française spécialisée dans la construction et l'entretien des installations industrielles, située en Normandie, recherche, dans le cadre de son plan de croissance, un Directeur des Relations Industrielles. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de gérer les relations humaines de l'entreprise, de développer l'information et les moyens de communication, tout en étant le conseiller en matière sociale. Il sera chargé de la gestion administrative, de la formation, de l'entretien des carrières, et de la sécurité, et de 200 personnes qui compte la société. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, ingénieur ou diplômé en sciences humaines, ayant l'expérience de la gestion du personnel en milieu industriel, et ayant fait la preuve de ses qualités de gestionnaire et de gestionnaire des ressources humaines. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et du niveau de responsabilité assumée. Écrire à Paris. Réf. B/549M

EXPORTATION ÉQUIPEMENTS T.P. 100.000 F

Moyen-Orient — Une société française à très forte expansion (chiffre d'affaires supérieur à 130 millions, 50 % à l'exportation) filiale d'un groupe américain, forté par et distribuant des installations d'éclairage de matériels, recherche pour son siège situé au nord de Lyon, un cadre technico-commercial expérimenté. Après un stage de formation, il aura pour mission d'assurer l'implantation de la société au Moyen-Orient et de participer activement à l'organisation et au développement du service Export. Il sera responsable de la gestion commerciale complète des opérations à l'étranger des biens avec l'aide des services techniques, recommandations quant au choix des matériels, devis, suivi des contrats (valeur moyenne : 2 millions de francs). Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum, ingénieur de formation ou diplômé d'une école supérieure commerciale. Il devra posséder une maîtrise des techniques administratives de l'exportation et une solide pratique de la vente export de biens d'équipement lourds ou de matériels. La rémunération de l'exportation et l'expérience acquise. Écrire à M. RUTHER à Lyon. Réf. A/357M

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE Nord

La société **FRANCO** (chiffre d'affaires de 30 millions, 50 établissements, 600 personnes) spécialisée dans la distribution de matériels de bureau, recherche un cadre comptable. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, sa mission consistera, en liaison avec les autres services, à organiser, contrôler et contrôler l'activité des services comptables généraux qui emploie 8 personnes. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant une formation comptable supérieure (D.E.S. ou niveau équivalent) (certificat juridique notamment), et ayant acquis dans l'industrie ou le commerce, une expérience de 5 à 10 ans en matière de comptabilité générale, soit au sein d'un Cabinet comptable. Une bonne connaissance et la pratique de la fiscalité d'entreprises sont indispensables. Les qualités humaines seront déterminantes. La rémunération de départ sera fixée en fonction des compétences acquises. Écrire à G. ANDRIEU à Croix. Réf. A/450M

RESPONSABLE DÉMARRAGES D'USINES Étranger

Un puissant groupe de renommée internationale spécialisé dans la construction mécanique et la réalisation d'usines clés en main, recherche dans le cadre de son expansion un responsable de la mise en route d'usines industrielles. Sous l'autorité du Chef de Service Mises en Route et à l'aide d'une équipe de spécialistes expérimentés dont il sera l'animateur, il se verra confier une mission de premier ordre : l'assistance à l'installation et à l'exploitation des usines industrielles de tous les pays du monde. Le candidat devra avoir une solide connaissance en génie chimique et industriel et devra pouvoir justifier d'une large expérience de la fonction. Ce poste qui est administratif et devra permettre d'acquiescence générale qu'il apporte à la direction, soit aux études ou aux réalisations. Les qualités humaines seront déterminantes. La rémunération annuelle de départ sera, selon la qualification, de l'ordre de 140.000 francs. L'expérience de 5 à 12 ans dans la direction d'un service technique. L'expérience de 5 à 12 ans dans la direction d'un service technique.

RESPONSABLE COMMERCIAL Marseille

Bâtiments Industrialisés — Une société de dimension internationale (chiffre d'affaires 170 millions de francs), spécialisée dans les constructions industrielles, filiale d'un important groupe français, recherche, pour son département d'Entreprise Générale, un Cadre Commercial. Basé à Marseille, il dépendra du Directeur du département à Paris. En liaison avec l'agence régionale, il aura pour mission de prospecter les clients potentiels des secteurs public et privé, afin de développer les ventes. Avec le bureau d'études techniques, il participera à la mise au point et à la négociation des projets. Son action s'étendra sur tout le Midi méditerranéen. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 32 ans, si possible de formation technique, possédant des qualités de négociateur et l'expérience de la vente de bâtiments industriels. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 90.000 francs et sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat régnant. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/357M

RESPONSABLE VENTES EXPORT Lyon

Produits de Luxe — La société **CJ BONNET**, occupant une place de premier plan dans le domaine de la création et de la commercialisation de produits textiles de haute qualité (130 personnes, chiffre d'affaires 30 millions dont 70 % réalisés à l'exportation), recherche un Cadre Commercial. Basé à Lyon, rattaché à la Direction Marketing-Vente, il sera chargé des ventes de produits de produits (soieries, velours, tissus de nouveautés) auprès de la clientèle actuelle et potentielle, globale de son secteur. Ce secteur comprend notamment les pays du Moyen-Orient et l'Afrique francophone. Ce poste convient à un cadre commercial, ayant une expérience de 5 à 10 ans dans la vente de produits de qualité à l'exportation. Une bonne maîtrise de la langue anglaise, une réelle disponibilité pour de fréquents déplacements sont indispensables. La rémunération, liée à l'importance de la mission, reposera sur l'expérience acquise. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/357M

Adresse C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'annonce. Pour les réf. A, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B, les réponses seront transmises à notre client, sans être couvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle". Indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
 2, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-43 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

50.000.000

Le Monde

Les monnaies sans le Fonds monétaire

Par GUILLAUME GUINDEY (*)

EN vertu de sa mission de gardien de la stabilité des taux de change, le Fonds monétaire international a exercé pendant un quart de siècle, à l'égard des monnaies autres que le dollar, une police efficace, quoique empreinte de tolérance. On vient de mettre fin officiellement à cette mission. Le Fonds, jusqu'ici nouvel ordre, paraît appelé de plus en plus à s'occuper du financement des déficits d'une partie du tiers-monde. L'Economist, sur un ton presque sérieux, a suggéré son rattachement à la Banque mondiale.

On peut — probablement on doit — regretter que le Fonds ait ainsi été dépossédé de sa vocation originelle. Pourtant, le Fonds n'est pas indispensable pour que fonctionne une coopération satisfaisante entre les responsables des principales monnaies. Et ce n'est pas parce que le Fonds ne souille plus les changements de parités, c'est pour d'autres raisons, que le rétablissement d'une suffisante stabilité des changes se révèle aujourd'hui très difficile. Les événements monétaires des dernières semaines fournissent, à cet égard, des enseignements intéressants.

L'exemple du franc belge

On a parfois soutenu que, dans le chaos actuel, et en présence de la masse des liquidités flottant dans le monde, les monnaies sont exposées presque sans défense aux assauts de la spéculation. Les banques centrales disparaissent en vain leurs réserves si elles essaient de lutter pour maintenir des parités. Cette thèse méconnaît quelques vérités anciennes. Pour spéculer contre une monnaie, il faut posséder des avoirs dans cette monnaie; si l'on n'en possède pas, il faut en emprunter. Si, par exemple, il n'existe pas d'actifs surabondants en francs, la spéculation doit trouver le moyen de s'en procurer auprès du système bancaire. Il dépend donc dans une large mesure de la politique des autorités monétaires belges qu'au bout d'un certain temps la spéculation contre le franc manque de munitions.

La Belgique, au mois de mars, a fourni à cet égard une remarquable démonstration. Utilisant avec maîtrise les instruments dont elles disposaient, y compris la stratégie du double marché des devises, les autorités monétaires ont prouvé que, si l'on joint la réaction à l'habileté, on peut aujourd'hui, comme hier, défendre une monnaie contre la spéculation.

On ne doit, bien entendu, le faire que si la parité défendue est économiquement viable (l'évolution des prix et des salaires en Belgique monétaire et les livraisons au-delà, en évitant systématiquement les dépôts en sterling de l'étranger). L'expérience anglaise actuelle met en lumière l'incompatibilité qui existe entre un recours excessif à la méthode du *gold exchange standard* et la stabilité monétaire.

Le moratoire des dettes du tiers-monde: un problème financier devenu politique

Selon le secrétaire général de la CNUCED actuellement réunie en session plénière à Nairobi, les deux principales revendications des pays en voie de développement que la conférence doit examiner sont :

- 1) La réalisation d'un programme dit intégré et de soutien des matières premières;
- 2) L'annulation des dettes contractées par les pays

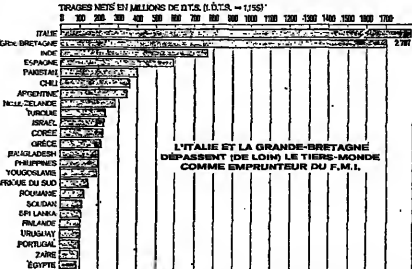
passés, assorti d'un éventuel moratoire sur le paiement des intérêts et même du principal.

Cette dernière demande a, jusqu'à maintenant, reçu dans les pays industrialisés une publicité moindre que la première. Pourtant les conséquences qu'elle pourrait avoir sont d'une importance cruciale pour l'évolution de la situation économique et l'immédiat du monde.

C'est à la conférence ministérielle que le groupe des « 77 » (dont-parole de ce qu'appelle encore le tiers-monde) a tenu à Manille à la fin du mois de janvier et au début du mois de février dernier que l'idée d'un moratoire sur les dettes

des dirigeants de la Chase Manhattan Bank, le dette étrangère totale des pays en voie de développement s'élevait à la fin de l'année dernière à quelque 150 milliards de dollars. Ce chiffre concorde assez bien avec les statistiques du Fonds monétaire international selon lesquelles la dette publique des pays du tiers-monde non pétrolier est passée de 31,5 milliards de dollars à la fin de 1968 à 95,6 milliards à la fin de 1975.

La différence entre ce dernier chiffre et celui qui était l'un des dirigeants de la Chase Manhattan Bank, le dette étrangère totale des pays en voie de développement s'élevait à la fin de l'année dernière à quelque 150 milliards de dollars. Ce chiffre concorde assez bien avec les statistiques du Fonds monétaire international selon lesquelles la dette publique des pays du tiers-monde non pétrolier est passée de 31,5 milliards de dollars à la fin de 1968 à 95,6 milliards à la fin de 1975.



Prêt désormais de toute l'effort réel sur les affaires monétaires internationales (voir l'article ci-contre), le Fonds monétaire tend à devenir une institution tournée surtout vers le tiers-monde. Cependant le groupe des pays en développement est encore absent des opérations de soutien aux monnaies malades du P.O.C.D. et ne peut actuellement la lire et la lire, comme le montre le graphique ci-dessus tiré d'un Bulletin de F.M.I. (numéro de 22 février).

PAUL FABRA, (Lire la suite page 21, 1^{er} col.)

Une illustration inverse: la livre

La Grande-Bretagne fournit aujourd'hui une illustration inverse de la précédente. La spéculation contre la livre trouve sans doute son origine dans les difficultés de l'économie britannique et dans la baisse du pouvoir d'achat interne de la monnaie. Mais elle a fait aujourd'hui tomber le sterling sur le marché des changes au-dessous de son niveau de parité. Or si la Banque d'Angleterre n'a pu arrêter le chèque, c'est en raison de l'insuffisance des réserves de la Banque.

entre les mains de l'étranger, de disponibilités en livres trop considérables. La Grande-Bretagne recueille les fruits amers de la politique qui a consisté pour elle à financer ses déficits ainsi que les livraisons au-delà, en évitant systématiquement les dépôts en sterling de l'étranger. L'expérience anglaise actuelle met en lumière l'incompatibilité qui existe entre un recours excessif à la méthode du *gold exchange standard* et la stabilité monétaire.

des pays pauvres a été proposée et renvoyée. Les arguments pour la justifier sont de deux ordres : l'insécurité de l'endettement déjà existant et, d'autre part, la probabilité jugée très grande par la plupart des experts que les pays en voie de développement, non producteurs de pétrole, continueront dans l'avenir à être globalement en déficit et par conséquent à avoir besoin d'emprunts de nouveaux capitaux, ce qui accroit encore leurs charges financières. D'embarras on se trouve donc placé devant une contradiction n'admettant aucun délai de paiement sur les dettes en cours entièrement nécessairement pour que les emprunteurs ne soient conséquemment diminués leur faculté d'appel aux capitaux extérieurs.

Mais la question ne se pose pas seulement de la dette-moratoire, mais de la dette-moratoire elle-même. Selon un

BULLETIN

L'illusion des chiffres

On pourrait espérer que, la réaction étonnée de même que le démentiel qu'elle a apporté aux analyses des responsables nationaux, les hommes politiques ne continueraient pas d'égayer l'opinion publique en lui présentant une interprétation abusive des performances du P.N.I. (produit national brut). Il n'en est malheureusement rien.

Le dirigisme pétrolier de la France continuera-t-il à favoriser les grandes compagnies ?

L'ACCALMIE aura été de courte durée. Une nouvelle fois, le monde pétrolier est en ébullition. Il y a eu la dernière conférence de l'OPEP, le 27 mai à Bagdad (Irak), avec ses incertitudes quant à une nouvelle hausse des prix du brut. Il y a les réactions sur les pots-de-vin distribués de par le monde par les compagnies pétrolières. Il y a enfin une affaire qui agite beaucoup les milieux pétroliers français et de la Communauté européenne : celle de la révision de la loi du 30 mars 1922 qui régit l'organisation du marché sur le territoire national.

Au cours d'un récent conseil de planification, le gouvernement a décidé de libérer les importations et les prix des fuels lourds et du naphte. Mais pour les carburants, rien n'est apparemment changé sur le fond. Or, le 30 juin, les pouvoirs publics doivent renouveler les autorisations de distribution A 3. Ils n'ont pas caché

leur volonté d'accroître à cette occasion la part des importations de produits pétroliers. Ils ont aussi réaffirmé la protection du président d'Esso-France. Parallèlement, la Commission de Bruxelles revient à la charge contre la loi de 1968. A l'occasion d'une plainte déposée auprès d'elle par un importateur français, elle a donné un délai d'un mois pour que Paris fasse connaître ses intentions quant à une libéralisation des importations des produits pétroliers.

A l'occasion des récentes discussions du colcoct budgétaire à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Fourcade a estimé à 6 % le taux de croissance pour 1976. Ce pourcentage est peut-être dépassé, mais il n'est pas la question. M. Fourcade a cru bon d'ajouter la croissance suivante : « La France aurait donc, avec le Japon sans doute, un des rares pays pour qui le bilan des deux années 1975 et 1976 se solderait par un progrès net ». En plaçant sous le jour le plus favorable les résultats de la croissance, le ministre de l'économie se donne-t-il le droit de se vanter d'être un homme qui a fait de la croissance ? Il est vrai souvent si content sur la croissance n'ont pas réussi à disparaître.

« L'E petit qui n'a pas peur des prix a pu se faire une idée de la faible qu'on aurait pu tirer des méseventures d'une petite société française d'importation de produits pétroliers. Plochy S.A. est ce qu'il est convenu d'appeler un « indépendant », par opposition aux grandes compagnies. Son activité, purement commerciale, consiste à acheter, le plus souvent à l'étranger, des fuels et des carburants et à les revendre sur le marché intérieur français. Du fait de la réglementation française, elle dispose d'une autorisation spéciale de mise en distribution (A 3) délivrée par les pouvoirs publics (voir l'encadré page 18), sans laquelle elle ne peut exercer son activité.

Le 15 novembre dernier, le ministre de l'Industrie et de la Recherche suspend pour six semaines l'autorisation A 3 de Plochy. Motif : dépassement des contingents alloués lors du dernier renouvellement des autorisations en 1971. De prime abord, l'affaire semble bénigne, et la cause d'autant plus entendue que Plochy ne réalise que de faibles bénéfices. Pourtant, loin de s'apaiser, la société continue-attaque. Elle dépose deux plaintes. Une devant le Conseil d'Etat (1) et l'autre auprès de la Commission de Bruxelles. Sur quel fondement cette double action en justice ? En 1971, expliquant, dans un très long mémoire, les conseils de Plochy (2), les pouvoirs publics ont appliqué la

du renouvellement des contingents A 3 un traitement inégal. Les autorisations ont été limitées pour les indépendants (48 000 tonnes de carburants pour Plochy alors qu'elle avait vendu pour 64 000 tonnes en 1970). Elles ont été augmentées très fortement pour les grandes compagnies pétrolières (15,3 millions de tonnes, contre 15,1). Cette politique vise à éliminer les entreprises indépendantes au profit des grandes sociétés.

Elle contraindrait les petits importateurs au choix suivant : soit dépasser sciemment leur contingent pour maintenir leur activité et l'emploi, et risquer des sanctions ; soit passer sous les fourchettes des grandes. Cela obligeait les indépendants à racheter aux raffineries, aux prix français, le sort de raffinerie, à l'équivalent de leurs « désemparés ». En effet, si les indépendants n'allaient à plein leurs licences A 3, il n'en est pas de même des grandes compagnies pour qui le plafond fixé est sensiblement supérieur (4 millions de tonnes environ) à leur capacité de distribution réelle. Il s'agit là, pour Plochy, d'un trafic qui permet aux raffineries de se livrer à une véritable spéculation sur les autorisations A 3 en vendant celles-ci à des prix élevés.

En 1971 et en 1972, les pouvoirs publics ont fermé les yeux sur les dépassements de Plochy. En 1973, la direction des carburants est revenue sur cette tolérance et a contraint la société et

quelles jugent être une concurrence déloyale et « une subvention » distribuée à leurs concurrents. D'autant que les compagnies veulent ouvrir un nouveau front : celui de la distribution. Les importateurs, grâce à leur marge bénéficiaire élevée, peuvent offrir des rabais importants sur l'essence aux supermarchés (3).

A son tour, l'administration se trouve placée devant un dilemme. Fermer les yeux sur les dépassements de Plochy ? C'était un très dangereux précédent, prouvait-on d'autant plus cette société avait le mandat de se venger de ne pas respecter la réglementation. A Sévir pour éviter la contagion et répondre, sans doute, aux réminiscences des compagnies ? C'est cette dernière solution qui a finalement été choisie en novembre 1975. A l'occasion, on expose d'autres griefs contre Plochy : non-respect de la réglementation sur les stocks de réserve et de celle sur les livraisons de fuel domestique institué dans le cadre des économies d'énergie.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT. (Lire la suite page 18, 3^e col.)

« L'E petit qui n'a pas peur des prix a pu se faire une idée de la faible qu'on aurait pu tirer des méseventures d'une petite société française d'importation de produits pétroliers. Plochy S.A. est ce qu'il est convenu d'appeler un « indépendant », par opposition aux grandes compagnies. Son activité, purement commerciale, consiste à acheter, le plus souvent à l'étranger, des fuels et des carburants et à les revendre sur le marché intérieur français. Du fait de la réglementation française, elle dispose d'une autorisation spéciale de mise en distribution (A 3) délivrée par les pouvoirs publics (voir l'encadré page 18), sans laquelle elle ne peut exercer son activité.

Le 15 novembre dernier, le ministre de l'Industrie et de la Recherche suspend pour six semaines l'autorisation A 3 de Plochy. Motif : dépassement des contingents alloués lors du dernier renouvellement des autorisations en 1971. De prime abord, l'affaire semble bénigne, et la cause d'autant plus entendue que Plochy ne réalise que de faibles bénéfices. Pourtant, loin de s'apaiser, la société continue-attaque. Elle dépose deux plaintes. Une devant le Conseil d'Etat (1) et l'autre auprès de la Commission de Bruxelles. Sur quel fondement cette double action en justice ? En 1971, expliquant, dans un très long mémoire, les conseils de Plochy (2), les pouvoirs publics ont appliqué la

du renouvellement des contingents A 3 un traitement inégal. Les autorisations ont été limitées pour les indépendants (48 000 tonnes de carburants pour Plochy alors qu'elle avait vendu pour 64 000 tonnes en 1970). Elles ont été augmentées très fortement pour les grandes compagnies pétrolières (15,3 millions de tonnes, contre 15,1). Cette politique vise à éliminer les entreprises indépendantes au profit des grandes sociétés.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT. (Lire la suite page 18, 3^e col.)

EXPORTANT ENCORE RELATIVEMENT PEU

Nagoya. — Comme des millions de ses semblables, Sakai répond aux canons du bon ouvrier japonais, tôt levé la matin, tôt la nuit couché. Comme quarante-trois mille autres membres de la grande famille Toyota, il fait consciencieusement et sans arrière-pensée son devoir.

Il habita près de l'usine avec sa femme et ses cinq ans, dans une de ces petites maisons toutes confortables fabriquées par la société, ni triste ni gaie, surmontée de son antique de télévision. Il a vingt-neuf ans, l'homme moyen du personnel de la grande firme automobile japonaise à laquelle il appartient depuis sept ans corps et âme. Il connaît bien, comme tous ses camarades,

Y poursuivre une carrière bien remplie jusqu'à former un filière bien tracée : la promotion sociale par l'école. C'est la route de l'ascension sociale, celle que choisissent les enfants d'ouvriers et de petits employés. Ils ont l'habitude de l'école, ils ont l'habitude d'études supérieures que la firme lui a assurées à la fin de ses classes secondaires.

Son salaire et ses droits aux bénéfices, qui tombent deux fois l'année, lui ont permis d'acquiescer à l'offre de la firme. Il a eu le temps de réfléchir, de se rassurer, de se rassurer une fois de plus, il assure une vie confortable où l'ambition de devenir propriétaire d'une maisonnette, en fin de vie active, a sa place tout va bien. « Produire plus pour gagner plus », telle est sa devise, comme elle l'a été pour son père. Il a l'habitude de se mettre à la base. Car l'important est que la « maison » tourne comme tourne rond son père, son grand-père, son arrière-grand-père, de loin, d'il y a des tableaux lumineux.

Ce que ses supérieurs disent, déclinent, recordent, ne le gêne pas. Il a l'habitude de ces décisions que prenait sans appel autrefois son père, avec dans l'ombre, sa mère, parfois inintelligible de son côté, mais qui ne se souciait pas de lui, de son père, de son grand-père, de son arrière-grand-père.

La grève? Connais pas!

Dans l'atelier voisin, ila sont deux cents en deux équipes à produire chaque mois vingt mille moteurs. A la soudure, près de là, Sakal est l'un des maillons de la chaîne. Il veille plus de deux mille heures par an à la fabrication de sa part des quelque huit mille voitures produites par jour dans les huit usines du groupe. Mais c'est un maillon indispensable, car lui chacun est

PRODUCTION MONDIALE PAR PAYS	
SOCIÉTÉS	PAYS
1. General Motors	Etats-Unis
2. Ford	Etats-Unis
3. Toyota	Japon
4. Nissan	Japon
5. Volkswagen (1)	All. de l'O.
6. Fiat (2)	Italie
7. Chrysler	Etats-Unis
8. Renault (3)	France
9. Daimler-Benz	Allemagne
10. Peugeot	France

(1) Y compris Audi-VWU.
 (2) Y compris GM, Autobianchi et Lancia.
 (3) Y compris Renault.

sa place et il n'y a pas deux hommes pour un poste. Ainsi ve à vie tranquille, sans à-coups, bien remplie, très rem-
plie. La grève ? Connais pas ! Le syndicat maison, d'aut les délégués sont bien sou-
tenus suggérés par la direction, est da son avis. Aucune angloise, aucun signe d'inquié-
tude, il se souvient qu'en 1960, on en parla
un peu, mais en péril l'entreprise. La Banque
du Japon, sollicitée pour un prêt, a demandé
en contrepartie l'écatement de la « mai-
son » - au deux frères, l'youla qui produisait,
la T.M.C. (Toyota Motor Company), l'autre
l'youla, la T.M.S. (Toyota Motor Sales
company). Ainsi les choses, sont-elles
entrées dans l'ordre, le risque de voir
l'youla « écrouler d'un coup, sans parade
possible, allant cogné. »
L'youla, la T.M.C. et la T.M.S. « cou-
tent »

siège quotidienne avec autant de conscience que l'on peut en avoir. Il est fier d'être au milieu du chat de la famille, celui qui a le nez sur le tapis, le nez sur le nez, et qui se rappelle son père : le patron.

Pour l'instant, sa préoccupation est d'écouler l'épouil : faire partie de l'équipe du bas-de-ball de la firme. Le « team » entraîne l'homme vacancé après-midi ou presque à l'heure. L'homme complexe que la société a fait construire à grande fraie, l'équivalent des dépenses engagées à Munich lors des Jeux olympiques de 1972. Tous ses loisirs, il les consacre à frapper avec sa batte le ballon que lui envoie son père.

Les vacances, ça ne s'arrête jamais. Vingt jours par an, après une décennie passée dans le « meison ». Pourquoi ? Pour l'argent. S'absenter, c'est un peu démissionner. C'est un peu freiner la production et seule une machine peut faire l'éloigné durant trois semaines. Les vacances, ça ne s'arrête jamais, ça s'alloues, marchent toutes seules, programmées.

rait à vendre d'autres produits du groupe : appareils ménagers, maisons préfabriquées et leur équipement, machines à coudre, chariots élévateurs (voir notre encadré). La décision prise avant du bon, et l'empire, modeste à cette époque, est aujourd'hui immense. et c'est à l'automobile qu'il la doit surtout.

En quinze ans, non seulement, les situa-

	Total de véhicules	Voitures particulières
Alsace	4 549 538	3 679 264
Bretagne	2 998 233	1 868 033
Centre	1 334 053	1 114 836
Est	2 184 734	1 320 731
Occident	2 027 069	1 358 146
Pays de la Loire	1 251 069	2 129 558
Alsace	1 222 594	962 501
Alsace	1 188 284	1 042 591
Bretagne	718 158	665 141
Bretagne	443 985	503 821

De notre envoi spécial

Catégorie	Nombre de personnes
LES PLUS RICHES	846 965
LES PLUS RICHES	521 431
LES PLUS RICHES	419 627

CARROLL (Toyota)	DATSON (Nissan)	BULF (VW)	REMALEY R 12	DUTLAS (Mazda)
---------------------	--------------------	--------------	-----------------	-------------------


Pour Europe, il s'agit de la 120 CV.
 Son Datsun, c'est une part, la 120, qui

Si Sakai n'a pas de voiture, c'est écri-
 plique : il habite une agglomération de plus
 de 50 000 habitants. Il lui faut donc un
 permis de conduire, au moins un permis
 et il lui faut aussi payer des taxes d'im-
 matri- et des taxes de circulation. Les
 automobilistes de bonne volonté, à l'étré-
 sur des routes surchargées, les taxes à la pro-
 duction, taxes à la vente, taxes à l'immatricu-
 lation, taxes à l'usage, et le contrôle offici-
 du véhicule après trois ans d'utilisation :
 955 000 yens à déboursier au sixième an...

soni aussi sensibles. Pas seulement dans les pays en voie de développement. Regardez les Etats-Unis : 10 % du marché occupé par les voitures japonaises.

La qualité du produit et de ses équipements, les prix calculés au plus juste, encore qu'ils tendent aujourd'hui à s'aligner sur les tarifs appliqués aux marchés visés, expliquent d'abord ce succès, mais de bien des inquiétudes des deux côtés de la Man-

**LES 100 MEILLEURES VOITURES
VENDUES DANS LE MONDE,
EN 1975,
SONT JAPONAISES**

 Marque japonaise

RENAULT	DAEWOO	DAEWOO	CHEVROLET	FAT
R 5	(Ford)	(HONDA)	(General Motors)	127

616 le modèle le plus vendu en 1979.

che... et de l'Atlantique. Mais d'autres facteurs entrent en jeu, concourant tous à un but bien précis : à implémenter à temps sur les marchés extérieurs avant que la saturation intérieure ne survienne.

La méthode est simple : installer des têtes de pont dans les zones à haut niveau de vie ou encore négligées par les autres

constructa, irriguer ensuite les pays voisins, profitant de toutes les faiblesses de la concurrence, mais aussi donner confiance par un soutien logistique qui a beaucoup épuisé des premières expériences d'implantation. Les Japonais ont, depuis, toujours pour chaque voiture qui part d'un Japon, un Japon, son « double vulnérable » — soit des pièces détachées quelques semaines plus tard, soit des pièces de rechange, soit des pièces de rechange dynamisme naturel des fournisseurs japonais d'informateurs qui fournissent au jour le jour statistiques et études. Stratégie encouragée par l'Etat, qui, tout en protégeant les entreprises japonaises, encourage les exportations par sa politique monétaire, assure des accords de coopération avec les pays en voie de développement, et les investissements japonais à l'étranger.

Souplesse et patience

[illegible]

(1) Le prix moyen d'un maison est évalué à 10 millions de yens. La firme près la tiers de la somme au taux de 5 % remboursable en vingt ans.

(2) Les normes anti-pollution appliquées au Japon sont les suivantes : les cibles aérodynamiques C_x : 0,25 ; C_y : 0,20 ; la consommation de carburant : 210 g/km de CO (oxyde de carbone), 0,25 g/km de HC (hydrocarbures) et 1,2 g/km de NOx (oxydes d'azote)... Ces normes sont les mêmes que les normes applicables aux Etats-Unis en principe en 1977.

(3) 1 franc français = 56 yens.

(4) Au Japon, par définition, on arbore le drapeau japonais, le soleil rouge sur un fond blanc, à l'occasion de toutes les fêtes nationales, sportives, culturelles qu'enseigne Renault & expédie en juillet 1975 vers l'île, y soit toujours en expédition d'immobilisation, bleue que les responsables locaux se disent régulièrement du bien.

SOCIÉTÉS	Pays	Total des récépissés	Voitures particulières
1. General Motors	Etats-Unis	4 649 530	3 675 266
2. Ford	Etats-Unis	2 396 228	1 886 026
3. Toyota	Japon	2 306 863	1 716 483
4. Nissan	Japon	1 881 811	1 381 811
5. Volkswagen (1)	All. de l'Ouest	1 227 099	1 238 446
6. Fiat (2)	Italie	1 251 109	1 227 728
7. Chrysler	Etats-Unis	1 222 396	962 903
8. Renault (3)	France	1 182 261	1 042 281
9. British Leyland	Grande-Bretagne	758 158	605 141
10. Peugeot	France	643 985	500 821

(1) T remporta Ando-Nishi.
(2) T compra Omi, Yamaguchi et Sanozaki.
(3) A veuve Barakat et Berliet.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC
OFFICE RÉGIONAL
DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
B.P. 48 KSAR EL KEBIR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 2/76

Le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos recevra jusqu'au 24 Joumada II 1396 (23 juin 1976), à 12 h., des offres de prix pour la fourniture de matériel mobile d'irrigation dans le périmètre du R'Mel, 15.000 ha.

Le dossier est à retirer au siège de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos à Ksar El Kebir, contre versement d'une somme de 200,00 DH.

DE LA VOITURE A LA MACHINE A COUDRE

Si le secteur automobile est le créneau le plus rentable de Toyota, le groupe ne comprend pas moins de dix autres entreprises principales spécialisées dans la fabrication de métiers à tisser et à filer, de roulements à billes, de machines à meuler, de machines à coudre ou à tricoter, dans la recherche en physique et en chimie, dans la construction de maisons préfabriquées.

Pour l'exercice annuel 1974-1975, la Toyota Motor Corp. a réalisé un bénéfice net de 481 millions de yens, et la Toyota Motor Sales, qui se charge des ventes des véhicules, 13 315 millions de yens. Les dix plus importants actionnaires de la T.M.C. sont : la Dai-Ichi Kangyo Bank, le plus grand des banques et des sociétés filiales. Deux cent soixante filiales ou sous-traitants travaillent en collaboration avec la Toyota Motor.

Les principales usines sont situées à : la City, prefecture d'Aichi, à 386 kilomètres à l'ouest de Tokyo. Le plupart des autres sociétés du groupe sont situées aux alentours.

Hors du Japon, Toyota assemble un certain nombre de véhicules de tourisme, de camionnettes et de camions, notamment au Pérou, au Ghana, en Australie, en Afrique du Sud, au Portugal, au Costa-Rica, et s'apprête à s'installer, en collaboration avec Mer-

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse.

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corall", un bar feutré où il fait bon s'attarder. "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...

... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver: 060 35 11 11

260.55.11



Paris-Sheraton Hotel

_____ /

SPRINGHILL HOTELS AND RESORTS
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANDEANT BOUCHOTTE TOULOUSE

LES INNOVATIONS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

EN dépit des difficultés qu'a provoquées la crise économique, tant le gouvernement que le patronat ont poursuivi leur politique d'amélioration des conditions de travail. Adoption et décrets de projets de loi sur le travail manuel ; poursuite des négociations et signatures d'accords dans la chimie, le bâtiment, etc. ; plusieurs centaines d'expériences dans les entreprises dont une centaine sur deux cents environ visent à créer des équipes autonomes. Au total, les améliorations demeurent encore limitées et, dans cer-

CHAUSSON : difficile de rendre vivable une vieille usine

« **R**EN n'a changé dans l'entreprise pour améliorer les conditions de travail qui nous ont valu le titre pas glorieux de bagnard de l'automobile. » (1). Fils d'un an après le conflit qui en mai-juin 1975 a ébranlé les usines d'automobiles Chausson à propos des écarts de salaire entre ouvriers de la firme et ceux de la région Renault ainsi que des mauvaises conditions de travail, le C.G.T. a publié et commenté, le 14 avril, un document qui accuse la direction de vouloir rien modifier. Les dirigeants des usines Chausson, qui avaient admis, avec nuance, qu'il y avait beaucoup à faire, considéraient aujourd'hui que des efforts ont été accomplis tout en ajoutant que dans une vieille usine « on ne peut pas tout changer du jour au lendemain ».

« Vous voyez : « il n'y a pas de salaire », ils ne résistent qu'un peu face à la vie, les usines ». Devant les portes de l'usine de Gennevilliers que le C.G.T. voulait faire valoir aux journalistes, des ouvriers en « gris de travail » et des délégués trônaient un directeur et l'humilier qui a été convoqué en cas d'incident. Les rares journalistes présents ont alors été invités à l'interdiction patronale et sous la protection des policiers à s'installer dans la cantine. Méthodiquement, énumérant les usines les autres l'atelier « T.5 Mérieux », les presses », « la petite chaîne avec beaucoup », etc., le délégué C.G.T. annonçait les exemples démontant et qu'absolument rien n'a changé.

Le bruit ? « Des conditions affectées par des représentants de la Sécurité sociale (sur process) font apparaître l'intensité des bruits : 100 décibels à l'intérieur de l'atelier et 80 à l'extérieur ».

Le manque de place pour travailler ? « Partout c'est la chaise au milieu car il y a trop de machines (de rouler) et des suspensions en permanence au-dessus des travailleurs ; c'est une forte vibration qui ébranle les machines et les pièces à souder ».

La fatigue ? « Au T.5-C.6, les câbles monoblocs (15 kilos) doivent être portés à bout de bras sur 4 à 5 mètres. Le même pas en porte-câble vicié par jour, soit environ 2 tonnes à bout de bras avec 600 mètres de câble à pied ».

Les produits toxiques ? « A l'atelier de

peinture C.V., les peintres sont empoisonnés avec des produits toxiques et obligés de se mettre de la vasoline autour des yeux [...] ; ailleurs, des ouvriers qui utilisent un mastic Tarsolux 40 assaillent du nez ».

Et d'allonger la liste des accusations par des citations d'autres exemples non sans affirmer que l'écart entre les salaires Chausson-Renault demeure important que le taux de fréquence des accidents diminue

des chiffres contestés

Pour la direction, les chiffres donnés par le C.G.T. doivent être nuancés : les taux d'accidents ne peuvent être comparés en raison de la spécificité des travaux réalisés chez Chausson ; les écarts de salaire entre Renault et Chausson ne sont pas de 20 à 30 % mais de 5 à 10 % pour les O.S. ; si l'on tient compte des primes, et les gains des O.P. sont même plus élevés chez Chausson.

Quant à l'amélioration des conditions de travail, les établissements Chausson déclarent : « Dès la retour des congés payés en 1975, nous avons essayé de remédier aux insuffisances les plus évidentes : aménagement des sièges, des portes d'entrée, du chauffage ».

Et tout le reste ? C'est-à-dire le bruit, la place, les conditions. La direction a pris plusieurs initiatives tout en reconnaissant que les effets ne seront pas immédiats : « Nous avons préparé un budget d'investissement : 12,35 millions de francs en 1976 dont 30 % seront consacrés à l'amélioration des conditions de travail ; nous avons réussi à faire fonctionner la commission « conditions de travail » et à lui proposer la rédaction d'un catalogue des mesures à prendre, que le représentant des salariés, voire des centaines de millions de francs de dépenses qu'il faudra programmer ; nous avons demandé à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail de mener une enquête sur les facteurs principaux

de la loi de plus au lieu de 30 % en 1975 et 60 % de plus au lieu de 15 % pour le taux de bruit, etc. N'y a-t-il pas un excès de déclarations ? La direction a déclaré avoir passé le plus pressé, rappelle qu'il n'est pas possible de tout changer du jour au lendemain. A Gennevilliers, nous sommes coincés dans des établissements anciens, et la municipalité d'ailleurs ne souhaite pas qu'on quitte les lieux. Vous comprenez que dans ces conditions, on ne peut pas transformer ces usines en une usine nouvelle ».

Un budget de 4,70 millions de francs est-il cependant suffisant ? Le C.G.T., qui considère qu'une partie de ce fonds serviraient en fait à accroître la production, réclame un budget plus important. Mais une société, soumise à une concurrence sévère, peut-elle, à elle seule, en supporter les frais ? Des aides publiques ne devraient-elles pas être envisagées ? Sur ce point, les parties en présence restent discordantes. Les uns ne veulent pas paraître trop demander, les autres réclament un changement total de politique économique. Dialogue de sourds ? Officiellement sans doute, mais dans le secret des réunions du comité d'entreprise une discussion sérieuse, pleine de réserves mais réelle, est pour le moins amorcée.

J.-P. D.

(1) Le Monde du 30 mai 1975.

VOLVO et ASTRA (Suède) : des expériences originales

De notre envoyé spécial

Stockholm. — Un jardin, deux jardins — 800 m² chacun — avec pelouse et buissons au milieu d'un immense atelier de 63 000 m². Peu de bruit, pas de poussière, beaucoup d'espace libre, et puis, encore, de la lumière, grâce à des fenêtres à hautes chaises et à même un transistor : là-bas, de confortables salles de détente, toujours silencieuses au milieu même de l'atelier. Il s'agit bien d'une usine de montage de tracteurs : la dernière des usines Volvo en Suède. Elle a été inaugurée en novembre 1975, à Ryd, à quelques kilomètres d'Esslingen, à l'ouest de Stockholm. Près de six cent cinquante ouvriers montent des tracteurs et d'immenses engins forestiers dans cette usine dont l'architecture classique cache des innovations techniques et sociales.

Le travail à la chaîne a disparu : les phases de montage sont découpées en modules et plus ou moins indépendants à la fois. Les tâches sont déléguées par un ordinateur entièrement automatisé et commandé par un ordinateur. Les ouvriers, qui ne sont plus les esclaves d'une cadence imposée et identique tout au long de la journée, et peuvent, dans une certaine mesure, choisir la cadence. Ils accomplissent, par équipes de deux à quatre, des tâches beaucoup moins parcellaires que dans l'ancienne usine : la durée des opérations est passée de huit à trente minutes, selon les cas, à une demi-heure, voire quatre heures.

Cette nouvelle organisation du travail, qui doit beaucoup à la discipline de l'atelier — large et solidaire — a été facilitée par l'utilisation, pour la première fois au monde, d'un système de montage sur console d'un Ni chaudière, ni rail, ni pont roulant — du moins à cet endroit — pour faire passer d'un module à l'autre les lourds

tracteurs ou engins forestiers en cours de montage. Un « traineau », ou plutôt un énorme T en acier reposant sur trois « cales », à l'arrière, un « tuyau », relié au plafond à un circuit assez compliqué, un ouvrier fait passer dans les trois « cales » de l'air comprimé, et le tout — traineau et engin — pèse parfois 10 tonnes — se soulève presque sans bruit sur une couche d'air de 0,05 à 0,1 millimètre. L'homme, seul, est alors capable de pousser à la main la « pèle » au poste suivant, sur un sol lisse et d'une grande propreté.

Cette installation, qui offre à la direction une très grande souplesse de production permettant de varier les types de produits, a été aussi conçue pour offrir aux ouvriers des conditions optimales de travail. Le syndicat a été associé à l'élaboration des plans et ce sont les ouvriers qui ont proposé la construction de deux jardins au milieu de l'usine. Les salariés avec qui nous avons pu discuter se déclarent satisfaits. Les critiques portent davantage sur l'isolement de l'usine par rapport au domicile ou sur les questions de salaires.

Pour M. Gunnar Karlsson, délégué syndical, « 90 % à 95 % des ouvriers sont plus heureux avec ce type d'organisation ». Mais tout n'est pas rose. « Le travail est encore fatiguant. Le rythme de production est à peu près le même avec la possibilité, il est vrai, de choisir sa cadence. Lors de l'élaboration des plans de l'usine, nous avons effectivement discuté avec la direction, mais cela a presque toujours été sans succès. Les projets pour réduire encore davantage le bruit ».

Quant à la direction, pour qui l'usine a coûté 15 % de plus qu'une usine classique, elle ne tient pas à créer victoires : « L'amélioration du milieu du travail est un objectif à long terme, mais la mode, c'est une mesure logique », et, modeste, d'ajouter : « Les progrès techniques et les recherches ne sont pas aussi importants qu'on pourrait le croire ».

Monotonie

Changement de décor : aux laboratoires pharmaceutiques Astra, à Sollefteå (sept cents ouvriers dont cinq cents femmes), le travail parcellaire existe toujours. Ici des femmes alimentent des machines pour l'exportation de médicaments. Là des femmes, encore, surveillent un appareil qui débite à cadence rapide des ampoules de 10 ml. Vérifier la qualité. Pour ces dernières ouvrières (environ deux cents), le travail à mi-temps a été appliqué. Pour les autres, direction et syndicat ont mis en place le travail en équipe. Et il ne s'agit pas de partir d'équipes autonomes ou semi-autonomes, mais d'une stimulation de « groupes de compétence ».

Réparties en groupes de quatre, dix ou vingt personnes, les équipes reçoivent chaque semaine un programme de s'organiser ensuite pour répartir les tâches, appliquer ou non la rotation, déterminer la cadence, mais aussi contrôler et gérer la documentation administrative. Dans certaines unités importantes, le chef est choisi à la fois par la direction et le personnel, et l'attention d'Astra est de généraliser cette formule. Les résultats pour l'entreprise sont évidents : baisse de la rotation du personnel (8 % au lieu de 10 à 15 %), réduction de l'absentéisme (10 % au lieu de 15 %), et diminution des erreurs. Quant aux salaires — les mêmes pour tout le groupe — ils ont été augmentés de 200 à 250 couronnes en raison de la polyvalence des ouvriers.

De telles expériences de groupes sont menées dans la tertiaire : sur une large échelle chez Skandia, entreprises d'assurance privées, et à titre limité, encore chez Postbank, où les syndicates propriétaires et gestionnaires semblent, dans ce domaine, plus en retard (mais en avance sur d'autres).

L'amélioration des conditions de travail en Suède est donc une réalité qui prend des formes multiples : actions diverses au niveau de l'atelier, mais aussi initiatives originales au niveau de l'entreprise sur un système de discussion et de consultation entre salariés et management, et même par ailleurs, nous s'en est-on donné un point d'arrêt ? On ne trouve mille et mille cents entreprises qui appliquent des expériences diverses de façon quasi systématique. La prochaine étape, non moins importante, consistera à imposer par la loi un droit réel aux syndicats et aux ouvriers une sorte de codification en matière d'emploi, de salaires et de gestion de l'entreprise. Le Parlement devra prochainement se prononcer sur ce projet.

JEAN-PIERRE DUMONT.

A quelle heure mon Airbus pour rentrer à Orly-Ouest ? Consultez notre livre jaune.



Il présente les meilleurs horaires vers l'Allemagne, 12 vols directs et 25 correspondances quotidiennes. Entre Paris et Francfort, optez pour l'Airbus A 300. Le confort d'un avion européen à grande capacité qui peut accueillir 253 passagers dont 24 en première classe.

A Francfort, plaque tournante de notre réseau, Lufthansa vous conduit partout dans le monde. N'oubliez pas de réserver votre retour. C'est une ligne très empruntée. Consultez votre agence de voyages ou l'un des bureaux Lufthansa.



Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

three

Un numéro spécial

INFLATION

AU SOMMAIRE

- L'inflation : de quel personnel ?
- L'industrie : train ou moteur de l'inflation ?
- Balance et inflation : une approche quantitative.
- Formation de capital, prix relatifs, inflation.
- Monnaie et inflation : quel que leçon de l'expérience américaine des dix dernières années.
- L'analyse monétaire et l'inflation.
- Le système bancaire français en période d'inflation.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Numéro 77 - Avril 1976

Le numéro, 160 pages, Texte 13 F Abonnements un an (12 numéros) : France 130 F, étranger 140 F.

EN VENTE

- Chez PARIS, à l'Observatoire économique de Paris, Tour Garmes A 35, rue de Bercy, 75002 PARIS CEDEX 12.
- Chez la Profunion, chez les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.
- Chez les libraires spécialisés.

صكنا المجلد

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

LE MONDE
DITIONS DE TRAVAIL

Chausson, les directeurs
ne peuvent pas le faire
en Suède, et les
autres, en France, ne le
peuvent pas.

DE L'ECONOMIE

Les dettes du tiers-monde

(Suite de la page 17.)

Une autre idée reçue est que les banques ne prennent en considération que les demandes de prêts formulées par des débiteurs offrant toutes les garanties de solvabilité. La réalité est moins simple. Enquêtes dans une course à la clientèle, les banques ont été amenées à accorder des prêts dans des conditions de plus en plus larges. Il y a encore cinq ou six ans, l'essentiel de l'endettement privé provenait de crédits fournisseurs octroyés à l'occasion d'opérations commerciales. La part des crédits bancaires à moyen terme est restée en revanche purement financière (c'est-à-dire non liés à une transaction commerciale), mais beaucoup accrue au fil des ans. Le plupart de ces emprunts ont été contractés en dollars sur le marché dit de l'euro-dollar.

Pour fixer les idées, disons sans prétendre à la précision que celui-ci se divise en trois grandes masses : a) le marché monétaire international dont le volume est d'environ 250 milliards de dollars (sous forme de dépôts à terme ou de prêts à court terme) ; b) le marché de l'euro-dollar qui comprend les crédits bancaires entre eux et les crédits bancaires à moyen terme et à long terme ; c) le marché de l'euro-dollar qui comprend les crédits bancaires à moyen terme et à long terme. Le volume de ce marché est d'environ 50 milliards de dollars ; c) enfin le marché financier international représenté par les émissions (obligations émises sur sept à dix ans le plus souvent) pour un volume de l'ordre de 35 milliards de dollars.

Les conséquences sur l'appareil bancaire

Pour estimer les besoins totaux en crédits qu'il doit couvrir, il faut ajouter aux 35 milliards que l'on a estimés au titre de l'empruntement de la dette extérieure, soit un total de 45 milliards. Comment se sont procurés ces ressources ? Selon une évaluation faite par le Morgan Guaranty Trust Company de New York (World Financial Market du 21 janvier), un peu moins de 25 milliards de dollars ont été fournis par des banques officielles. Près la moitié, accordée par des pays de l'O.C.D.E. : 11 milliards de dollars ; sports des pays communistes : 2,5 milliards ; sports des pays de l'O.P.E.P. : 1,5 milliard ; Banque mondiale : 6,25 milliards ; Fonds monétaire : 2,5 milliards. Un peu moins de 20 milliards ont été fournis par le secteur privé, dont la moitié environ sous la forme d'auto-crédits et un quart sous la forme de prêts directs octroyés par des banques américaines (lesquelles sont également très actives sur le marché de l'euro-dollar).

La monnaie neval évalue à 40 milliards les besoins pour 1976, dont 12, pensait-elle, pourraient être faits par le secteur privé. A vrai dire, ces prévisions sont très aléatoires ; elles dépendent notamment de l'évolution des recettes de l'exportation, lesquelles sont elles-mêmes largement déterminées par les cours des matières premières (surtout le pétrole en hausse). En 1975, le déficit global des pays du tiers-monde était encore que de 8 milliards de dollars.

La conférence de Manilla, le groupe des « 77 » a demandé l'annulation de la dette extérieure des pays en développement les moins avancés et pour ceux qui ont été le plus gravement touchés par la crise, ainsi que la consolidation d'une partie au moins de la dette commerciale des autres pays du tiers-monde.

A Nairobi, les pays industrialisés, France comprise, faisaient valoir que de telles mesures auraient entraîné de réduire le montant des ressources disponibles pour les pays intéressés. Si le moratoire se traduit par une réduction de la part des pays prêteurs, ces derniers devront faire des prêts supplémentaires pour combler la différence. Ce sera autant de moins pour accorder d'autres facilités. Si, au contraire, les banques commerciales, l'ensemble de ces dernières suivraient la politique très circonspecte menée déjà par un certain nombre d'entre elles depuis quelques mois. Certaines banques ont renoncé aux opérations de caractère non commercial. Mais la diminution des prêts financiers a aussi des conséquences déflationnistes sur l'activité économique.

Les représentants des pays de l'O.C.D.E. à la conférence de Nairobi passeront sans doute sous silence les conséquences au moins aussi graves qu'aurait non pas cette folie sur les pays emprunteurs, mais sur le système bancaire des pays prêteurs. Un moratoire mondial sur les crédits, suivi-on qu'on coupe de l'année 1975, la moitié environ des profits des grandes banques de New-York avait été faite avec les pays du tiers-monde ? L'ensemble de leurs crédits à ces pays représente sans doute plus du double des crédits (71 milliards de dollars) qu'elles ont consenti au cours des années précédentes au secteur immobilier.

Il suffit de se rappeler les graves conséquences qu'ont eues sur plusieurs grandes banques américaines l'insolvabilité d'un grand nombre de sociétés immobilières (real estate investment trust) pour mesurer l'effet que pourrait avoir le refus des prêts à ces pays. Le refus de l'octroi de crédits à ces pays, en Europe, les conséquences ne seraient pas moins sérieuses. Tant donné la part prise par les banques françaises, anglaises, allemandes, etc., sur le marché de l'euro-dollar.

Il est peu probable que des décisions de portée pratique soient prises à Nairobi, mais la demande d'un moratoire sur les dettes est, pensent les milieux financiers, une question trop importante pour être laissée entre les mains des diplomates. La vérité est que les plus grands pays, à commencer par les Etats-Unis, ont, au cours des dernières années, allégé leur endettement extérieur

Les monnaies sans le Fonds monétaire

(Suite de la page 17.)

Cette incompatibilité était apparue au lendemain de la guerre. Les accords que les Etats-Unis avaient négociés avec les Etats-Unis en vue de rétablir la convertibilité de la livre, comportaient un programme de consolidation des balances sterling. Mais dès 1947, le plan avait comme la convertibilité. Plus récemment, une consolidation partielle fut mise en œuvre sous une forme garantie de change accordée à certains avoirs étrangers en sterling ; elle est aujourd'hui abandonnée. Si un nouvel effort de réduction des balances sterling n'est pas entrepris, on peut craindre que la livre ne continue à se dévaluer à des niveaux absurdes, contrairement à la fois aux intérêts de la communauté internationale et aux intérêts britanniques véritables, et qui compromettraient le succès du programme d'assainissement du gouvernement. La méthode consistant pour un pays à emprunter en ayant l'air de rendre service à ses prêteurs est une technique séduisante, mais une technique éphémère.

Le cas français apparaît au cas belge, en ce sens qu'il n'existe pas de possibilités excessives en matière de changes stables, car l'inflation, quand elle dépasse le maximum acceptable, s'agit presque nécessairement des taux assez différents suivant les pays. Le second phénomène rend techniquement

cause, l'évolution actuelle des prix constitue un facteur de stabilité de la devise américaine sur le marché des changes. Le dollar est, en revanche, mal protégé contre les conséquences d'une reprise éventuelle de la spéculation, reprise entourée d'un problème, mais toujours possible. Contre un mouvement qui pourrait de nouveau mettre en jeu des masses considérables, l'essentiel de la défense continue à reposer sur une hypothèse : celle d'après laquelle les banques centrales des pays à monnaie forte seront toujours disposées à acheter des dollars qu'il leur faudra. Cette vulnérabilité de la monnaie américaine est d'autant plus absurde qu'il suffirait probablement, pour parer à tout danger, que les Etats-Unis acceptent d'échanger contre des instruments libellés dans la monnaie du créancier les dollars en excédent détenus par l'étranger. Une solution de ce genre serait, du point de vue technique, facile à mettre en œuvre. Mais elle se heurte à une quasi-impossibilité politique, puisque les Etats-Unis refusent, en règle générale, de contracter des dettes exprimées dans des monnaies autres que la leur.

Le Fonds monétaire international n'est plus là, et l'on peut se passer de lui. Les problèmes demeurent.

GUILAUME GUINDEY.

Les conditions de la stabilité

La stabilité des parités se heurte, aujourd'hui comme hier, à deux grands obstacles. L'un est l'évolution rapide du pouvoir d'achat interne de beaucoup de monnaies. L'autre est l'existence de liquidités internationales excessives constituées dans deux monnaies (le dollar et, dans une bien moindre mesure, le sterling). Le premier phénomène est en contradiction avec la notion même de changes stables, car l'inflation, quand elle dépasse le maximum acceptable, s'agit presque nécessairement des taux assez différents suivant les pays. Le second phénomène rend techniquement

(Publié)

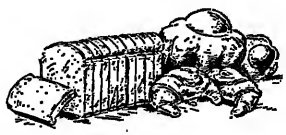
SUISSE

Formation de société.
Démarches, Gestion, (travaux de secrétariat, administration, comptabilité, fiscalité, banque, juridique, financière, études de reconstruction, financement, de vos exportations.

FRANÇOIS RONDI
Gérance de Sociétés
Grand Vernet 7
CH 1010 Louvresse (Suisse)

Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...

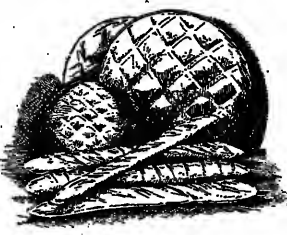
... chez un fabricant de levure de panification



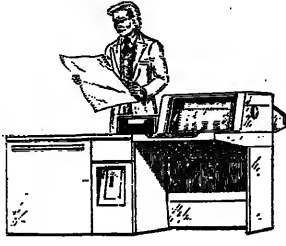
La SIL FALA à Strasbourg, une entreprise industrielle de 122 personnes, un chiffre d'affaires annuel de 35 millions de francs. Son activité : la production de levure de panification pour la fabrication du pain, des biscuits et des biscottes.

C'est en adoptant la formule du "travail à façon" assuré par nos soins, que son directeur M. Labaye, est venu à

l'informatique. Puis, il prit la décision de s'équiper de son propre ordinateur, afin d'avoir une plus grande autonomie et des possibilités de développement d'applications nouvelles qui ne remettent pas en cause son investissement. Le 32 arrivait à point et il fut retenu... essentiellement pour son coût modéré, sa grande souplesse d'utilisation due à l'emploi du minisque, sa facilité de mise en œuvre. Aujourd'hui le 32 opère de façon satisfaisante et prend en charge de nombreux travaux : gestion des expéditions avec établissement de bulletins de livraison, statistiques journalières par catégories d'articles, facturation clients, gestion des traites, journal des ventes, journal du chiffre d'affaires par catégories de TVA, paie du personnel, décomptes des représentants. Le 32 compte bientôt entreprendre la comptabilité analytique de l'entreprise. Les améliorations dues au 32... des informations disponibles en temps voulu, une gestion de la société plus souple, mais plus rigoureuse.



Si, comme la SIL FALA, des centaines d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.



*Prix de location mensuel : à partir de 5 841 F TTC
Prix de vente : à partir de 224 796 F TTC

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :
Paris et région parisienne : M. LOCOTIN
Tour Segmentation, La Défense, 20, av. A. Prothin - 92081 COURBOVILLE.
Tél : (1) 776.43.43 - poste 6.000
Bordeaux (Monges, Pau, Toulouse)
M. FERRE - 331, Bd de France - 33000 BORDEAUX - Tél : (56) 08.84.85
Lille (Artois, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. BOULET
250, Av. de la République - BP 3219 - 59019 LA MADELEINE - Tél : (20) 51.92.54
Lyon-Ecully (Amey, Benetton, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence)
M. DU FAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvagerie - B.P. 13
69130 ECULLY - Tél : (78) 33.81.70
Marseille (Alcatel, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon)
M. STERN - 2, Bd de Calvet - 13295 MARSEILLE Cedex 2 - Tél : (91) 75.07.27
Nantes (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours)
M. VILLETTE - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE
Tél : (40) 75.47.75
Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)
M. FRANCK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cedex - Tél : (88) 63.41.15

IBM 32 un petit ordinateur une grande expérience

JEAN-PIERRE DUBOIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI :	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI :	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
recherche :
pour **VILLENEUVE-LOUBET (06)**

INGÉNIEUR en ORGANISATION

Pour l'occupation des problèmes industriels. Dans un premier temps, il sera chargé du suivi d'un projet d'implantation de bureaux et d'installations. Pour cela, il aura à :

- rechercher des locaux ou des locaux ;
- travailler avec les entreprises et sociétés financières ;
- prendre en charge le suivi de la construction ;
- l'occupation de l'immobilier.

INGÉNIEUR-GÉNÉRALISTE

Recherche de poste :
— maîtrise de l'anglais courant et technique ;
— expérience une année plus civil ou militaire ;
— habitude de contacts avec l'administration. Ce poste pourrait évoluer vers un débouché.

UN INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Qui sera responsable de la gestion d'une ligne de fabrication

Poste pouvant évoluer à :
— INGENIEUR RECHERCHEUR, MECANISME DISPOSITIF ou personnel ayant assuré une fonction similaire.
Requis du poste :
— Aptitudes au commandement.
Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V. motivations et date de disponibilité à Mme Legrand, Texas Instruments France, Boite Postale 90, 69120 VILLENEUVE-LOUBET.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE EN EXPANSION

recherche pour son
Département Lignes

INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONFIRME

Parfaitement bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS
Expérience LIGNES R.T. - M.T. - et R.T.
Indispensable.

MISSION :
— Étudier des projets de lignes ;
— Réguler des contrats ;
— Suivre les affaires en cours.
Déplacements fréquents. La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités.
Envoyer C.V., motivations, photo et prétentions à :
FRETTEMAN et Cie - 5102 - 10080 THOYTES COCHER.

PLAYTEX France

recherche
pour son Usine d'ÉPINAIL

UN INGÉNIEUR DES MÉTHODES

Il sera responsable opérationnellement du contrôle des coûts, de l'étude, de l'application et du suivi des standards, de l'amélioration des méthodes, de la coordination des programmes, de la planification des ventes et de l'analyse, la valeur.
La candidate devra posséder un diplôme d'INGÉNIEUR, avoir une connaissance complète et une solide expérience dans le domaine des méthodes (O.C.T.M.).
Anglais courant absolument indispensable.
Envoyer lettre manuscrite à M. J. LABARON, Directeur des Salaires Industriels, PLAYTEX France - 21 (58119) LA TOUCHE-DU-EN.

Très importante Groupe française
recherche pour l'une de ses Sociétés

CADRE JURIDIQUE

Rattaché au Chef du Service juridique et administratif, il participera aux études et mises au point des contrats internationaux en matière de transfert de technologie (franchising, engineering, licences, brevets, process).
Il assistera également les autres Directions et Services dans tous les problèmes spécifiques d'entreprises : contrats de coopération, réglementation économique, contentieux, prévention du contentieux.

Les conditions de formation juridique supérieure (minimum licence en droit privé) auront dû précéder une bonne connaissance des questions posées par les contrats internationaux en matière de transfert de technologie, savoir en cours d'une expérience de 2 à 5 ans ou sein d'une firme ou d'une grande entreprise. Anglois et Allemand souhaités.

Poste à pourvoir dans une grande ville de l'Est de la France.
Adressez votre candidature avec C.V., détail, références académiques et professionnelles, à :
RÉFÉRENCE 59044 à HAVAS CONTACT, 66 Bd Hoffmann 75006 Paris, ou transmettez.

FIRME SERVICE NATIONAL ALIMENTATION ANIMALE EN FERMES EXPANSION

INGÉNIEUR AGRONOME

Quelques années expérience en alimentation animale pour suivre l'évolution de l'élevage du bétail.
Poste d'avenir.
Déplacements éventuels à mi-temps.
S.S.A. en S.T.S.
Débutant pour Travail Technique Bureau.
M. J. DUBOIS, HAVAS (S.T.S.), 75002 BOULEVARD.

Data General

Constructeur des ordinateurs
NOVA et ECLIPSE
cherche pour faire face
au développement de son

agence de LYON

ingénieur commercial

Notre société :
— un des leaders de la mini-informatique à la tête d'un parc de plus de 21.000 installations ;
— famille des techniques de la mini-informatique ;
— capable de vous exprimer dans l'anglais de la profession. Les stages aux U.S.A. l'exigent.

Vous êtes :
— désireux de lier votre rémunération et votre carrière à vos résultats ;
— familier des techniques de la mini-informatique ;
— capable de vous exprimer dans l'anglais de la profession. Les stages aux U.S.A. l'exigent.

Ecrivez-moi : Jean-Claude DURGET
DATA GENERAL FRANCE
77, rue de Sévres - 92100 SOUSBOIS

SECRETAIRE GENERAL

La Société (800 p., 68 M CA) vient de s'installer dans une usine neuve où elle fabrique des tables et des sièges en grande série. Les relations sociales et les problèmes juridiques constituent les domaines du poste. Le poste convient à un cadre de plus de 25 ans, de formation juridique et possédant une expérience de relations sociales. Lieu de travail : LAURILLAC.
France 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera pour note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 504 M.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux



l'agence spatiale européenne

ingénieur électronicien ou physicien

pour son Bureau de Coordination d'AEROSAT (ACO), actuellement situé aux Pays-Bas mais destiné à être transféré ultérieurement à Washington D.C. (Eilat-Unit), AEROSAT est un programme international de satellite expérimental, qui a pour but de tester les possibilités offertes par les techniques spatiales pour les télécommunications aéronautiques.

Le titulaire du poste aura la responsabilité des plans, de la mise en œuvre et de l'assistance technique pour toute la chaîne télécommunications du programme.

Les candidats devront avoir une connaissance très approfondie des techniques de télécommunication, de préférence dans le domaine de la navigation aéronautique et de l'équipement d'antenne. Une excellente connaissance de l'anglais est exigée.

Conditions de travail des organisations internationales, indemnité d'expatriation et allocation familiale, bon régime de sécurité sociale et de pension. Remboursement des frais de déménagement, etc.

Adressez C.V., détail, sous référence 72/75, au Chef du Personnel ESTEC, Dommelweg, Noordwijk (Pays-Bas).

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RECHERCHE POUR PACIFIQUE

VENDEUR REPRÉSENTANT PRODUITS ALIMENTAIRES

Dynamique, ayant expérience et références pour contacts commerciaux en COLLABORATION, PAYS VI, Poste commercial, de préférence à établir en milieu sans contacts locaux, secteur.
Env. avec C.V., certificats et photo à M. J. LABARON, Directeur des Salaires Industriels, PLAYTEX France - 21 (58119) LA TOUCHE-DU-EN.

UNITÉ INDUSTRIELLE ET MINIERE

en ANTOUR NOIRE (Soudan) recherche pour diriger la maintenance de son parc de machines (C.V.P.) (un homme d'origine avec contacts jusqu'à 10 ans), un

CHEF DIVISION ENIGNS

Il dispose de 1.800 m² d'ateliers équipés, sous le toit d'un hangar à l'abri de la pluie, de machines électriques et de matériel de réparation aux machines dépendant des approvisionnements. Il est assisté par un bureau d'études et des méthodes.

INGÉN. FORMATION TYPE A.M.

Requis pas moins de 30 ans et aura une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Contrat et avantages : expérience. Satisfaction possible des enfants jusqu'à 30.

Ecrire avec C.V. explication au R.C. D.V. ENIGNS.

CETAGEP

UN GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL IMPLANTÉ DANS LES NOBLES PAYS D'AFRIQUE NOIRE francophone

DEUX CHEFS COMPTABLES

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les C.P.

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES A LUXEMBOURG

RECHERCHE JURISTE-LINGUISTE

de langue française pour la traduction en français de textes juridiques et par ailleurs pour les travaux de traduction des documents officiels des Communautés Européennes, à savoir l'allemand, l'anglais, le danois, l'italien et le néerlandais.

CONDITIONS REQUISES :

- formation juridique sanctionnée par un diplôme universitaire ;
- connaissance approfondie de la langue française ;
- bonne connaissance de deux autres langues officielles des Communautés Européennes.

La connaissance d'autres langues officielles sera prise en considération.

Age maximum : 35 ans ;

— être ressortissant d'un des États membres des Communautés Européennes (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni).

REMUNÉRATION :

Démunération mensuelle nette pour un collaborateur (après déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations au régime communautaire des assurances sociales) : entre 2344 F.F. et 3436 F.F. (environ 4.500 F.F. et 6.800 F.F.) en fonction de l'âge, des qualifications et de l'expérience. Éventuellement indemnité de déplacement de 10 % de traitement de base et allocations familiales.

Heure de : 40 heures par semaine.

Congé annuel minimum : 24 jours ouvrables.

L'acte de candidature peut être obtenu au Service du Personnel de la Cour de Justice des Communautés Européennes, boîte postale 1406, Luxembourg, et doit être renvoyé, dûment rempli, avant le 4 juin 1976.

Groupe chimique international

recherche pour sa filiale du

B R É S I L

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pétrole

Diplômé ENSPM ou grande école de CHIMIE

Ayant quelques années d'expérience dans la vente à l'industrie pétrolière ou dans le secteur production d'une société pétrolière.

POUR LA VENTE AUX SOCIÉTÉS DE PRODUCTION ET DE RAFFINAGE DE PÉTROLE AU BRÉSIL.

Excellente connaissance de l'anglais indispensable, compétence du portugais souhaitée, résidence au Brésil.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée N° 54.138 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Imp. Société de France coupe coupe pour emploi

CHEF DE PUBLICITÉ

MAQUETTISTE

Env. lettre, B.T. SOAP, S.P. Adrien (Cité-Vivienne).

مركز الاموال

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Contrôler

PARIS F110 000 +

Une société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de grande consommation (CAF 55 n. 136 personnes, 1 usine) assure ses opérations et agit le nom de Contrôler.

Dépendant directement du Directeur Général et faisant partie du Comité de Direction, le Contrôleur s'occupe des décisions de gestion globale de l'entreprise. Superviser une équipe de 10 personnes, il sera responsable des opérations comptables, financières et budgétaires de la société : conception et mise en place de procédures de contrôle interne et budgétaires, médiation de la comptabilité analytique, préparation du reporting mensuel. Il sera personnellement chargé des problèmes de gestion et de relations de l'entreprise.

Agé de 30 ans maximum, le candidat sera une solide formation comptable et budgétaire, une expérience de supervision d'équipe d'un minimum 5 ans dans une société de grande consommation. Une expérience de société européenne ou de cabinet d'audit sera un atout supplémentaire.

La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Réf. C3901

Adresse : C.V. détaillé, en préférence à l'Agence, à G.-C. FULCONIS, 20 rue de la République, 75001 Paris Cedex 01. Discretions absolues.

Pour s'intégrer dans la FORCE DE VENTE de notre Groupe commercial le plus actif

Recherche :

- Femmes, 25 ans ou moins. Espérances de formation : Bac à Sup de Co, Esne, etc.

Nous offrons :

- Des responsabilités en contact direct avec le client.
- La maîtrise des techniques propres aux produits financiers et immobiliers.
- La possibilité de perfectionnement par une évolution rapide.
- Une rémunération rapide et un traitement fonction directe des résultats.

Nous exigeons :

- Le sens de l'efficacité.
- De la curiosité et de la curiosité.
- Le goût de la vente.

Adresse : RANCHE PDS n° 415, 12, rue Maitre, 75001 PARIS, qui transmettra.

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

SITA International est une société internationale de télécommunications aéronautiques, spécialisée dans le service de télécommunications de données et de télécommunications de données et de télécommunications de données.

Ingénieur spécialiste réseaux transmission de données (N 82)

Après une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, l'ingénieur sera chargé d'études de réseaux de transmission de données, de conception de réseaux de transmission de données, de mise en œuvre de réseaux de transmission de données, de maintenance de réseaux de transmission de données.

Ingénieurs d'exploitation (N 82)

Après une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, les ingénieurs seront chargés de la supervision de l'exploitation des réseaux SITA et de la mise en œuvre opérationnelle des réseaux. Ces postes sont réservés à des ingénieurs diplômés de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST).

Ingénieur organisation et méthodes d'exploitation (N 82)

Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST). Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST).

Ingénieur (N 82)

Après une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, l'ingénieur sera chargé de la supervision de l'exploitation des réseaux SITA et de la mise en œuvre opérationnelle des réseaux. Ces postes sont réservés à des ingénieurs diplômés de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST).

Adjoint technique du directeur régional (N 82)

Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST). Ce poste est réservé à un ingénieur diplômé de l'École Supérieure des Télécommunications (EST) ou de l'École Supérieure des Télécommunications (EST).

Env. CV détaillé et références à SITA, Direction de Personnel 112 avenue Charles de Gaulle 92521 Nanterre.

GESTIONNAIRE

POUR ENTREPRISE BANQUE SUISE, 85 bis, rue Beaumain, 75001 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation I.U.T. ou équivalent. Expérience de la programmation en langage FORTRAN. Disponibilité à court terme. Adresse : 13, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

DES INGÉNIEURS OU DES UNIVERSITAIRES (DOCTORAT)

POUR L'ÉVALUATION DE LA SÛRETÉ DES SYSTÈMES FLUIDES, ÉLECTRIQUES

Plusieurs postes sont créés au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

- Développement de l'interface entre, d'une part, les exigences des autorités de sûreté et d'autre part la conception, la réalisation et l'installation des systèmes ; il s'agit donc de l'évaluation globale de la sûreté de l'installation.
- Une connaissance de la réglementation nucléaire serait un atout important dans ces fonctions (Regulatory Guides, normes IEEE, ANSI, ...).
- Développement de la fonction fiabilité : vous connaissez bien les méthodes de calcul probabiliste et vous avez une expérience des analyses de fiabilité.
- Les missions que nous vous proposons seront essentiellement :
 - l'évaluation de la sûreté des systèmes par les techniques de fiabilité,
 - la coordination de l'analyse probabiliste des accidents.

Pour prendre en charge ces différentes fonctions une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine nucléaire et/ou de procédés est nécessaire.

Nous vous demandons d'écrire en précisant le poste qui vous intéresse à No 56282, Contasse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE recherche pour CONTRÔLE DE GESTION UN DIPLÔME

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE GESTION OU FORMATION ÉQUIVALENTE

• posséder nécessairement expérience professionnelle de 2 ans acquise dans la fonction exercée d'une banque.

• Qualité exigée d'analyse et de synthèse • Goût des contacts

La rémunération ne sera pas inférieure à 75.000 F

Adresse : C.V. détaillé + photo sous référence 76-05 à : EMGEY CONSEIL, 12, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmettra.

FILIALE GROUPE ÉTRANGER pleine expansion recherche

Cadre commercial

Exigences du poste : le candidat devra être âgé de 30 ans minimum, posséder une bonne formation générale et une grande facilité de contact. Il devra savoir vendre, s'exprimer et pouvoir faire vendre. Qualités d'animateur - Méthodique et organisé - Entretien et grande capacité de travail - Pouvoir d'obtenir fréquemment l'expérience du secteur bâtiment souhaitée.

Chef des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale, cette fonction doit permettre une excellente évolution de carrière et qualité requise.

Adresse : C.V. détaillé + photo et niveau de rémunération actuel sous référence 76.11.05 à : VELUX-FRANCE, Direction Générale - Marketing, B.P. 12, 5, avenue Ferdinand de Lesseps, 91420 MORANGIS.

(toutes les candidatures resteront confidentielles)

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Équipements électroniques de télécommunications et petits systèmes de gestion recherche

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Sera responsable de l'adaptation des produits au marché français et des fabrications ou sous-traitances qui peuvent en résulter, de l'entretien et de la mise en œuvre de l'équipement ou service acheté, de l'assistance technique aux clients et de la distribution.

Souhaitons INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE DIPLÔMÉ ayant une expérience de fabrication et connaissance des micro-processeurs.

Adresse : C.V. et photo, réf. 121 M 853, 20, rue de la République, 75001 PARIS

entre de psychologie appliquée

IMPORTANT BANQUE PRIVÉE recherche

CADRE HORS CLASSE

Pour assurer les fonctions de représentant de la Banque à CARACAS. Ce poste demande : • une expérience bancaire approfondie, • une très bonne connaissance de l'Espagne, • une bonne connaissance de la négociation. (Réf. N 501)

CADRE CLASSE VII ou VIII

Pour son service à Paris. Ce poste demande : • une formation supérieure, • une bonne expérience bancaire, • une bonne connaissance de l'Espagne, • une très bonne connaissance de la négociation. (Réf. N 502)

CADRE CLASSE VI ou au-dessus

Pour assurer les fonctions de responsable du commerce extérieur de l'agence de Madrid. Ce poste demande : • une excellente connaissance des opérations avec l'étranger au sein d'une banque, • une bonne connaissance de l'Espagne, • une très bonne connaissance de la négociation. (Réf. N 503)

CADRE CLASSE V

Pour occuper les fonctions de Responsable de l'agence de Madrid. Ce poste demande : • une excellente connaissance des opérations avec l'étranger au sein d'une banque, • une bonne connaissance de l'Espagne, • une très bonne connaissance de la négociation. (Réf. N 504)

CADRE CLASSE V

Pour occuper les fonctions de Responsable de l'agence de Madrid. Ce poste demande : • une excellente connaissance des opérations avec l'étranger au sein d'une banque, • une bonne connaissance de l'Espagne, • une très bonne connaissance de la négociation. (Réf. N 505)

Directeur administratif et des relations humaines

2^e fabricant mondial de transfert pour arts graphiques et électroniques (6 filiales à l'étranger).

• Rattaché à la Direction Générale du groupe et basé au siège de la société (35 km Ouest de Paris), il s'intégrera dans une équipe d'effort (âge moyen 37 ans).

• De formation supérieure, il devra justifier d'une expérience confirmée dans les fonctions administratives, gestion financière et administrative au sein d'entreprises de taille moyenne.

• Sur le plan français (200 personnes), il supervisera la comptabilité, la trésorerie, l'informatique en liaison avec les autres services. • Homme de dynamisme et de relations humaines qui saura faciliter l'intégration par un accueil social avancé, à l'industriel par un excellent langage.

La rémunération, de haut niveau, sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresse : lettre manuscrite, C.V. et références, au Directeur Général, 24, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRÉHENSION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

5020 من العمل

offres d'emploi

**FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT
GRUPPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON
MARCHÉ - SECTEUR MÉCANIQUE
(C.A. 140 millions - 600 personnes)**

recherche pour son siège de Neuilly

DIRECTEUR FINANCIER

RATTACHE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Il superviser les services :

- comptabilité générale, prix de revient, paie, gestion financière et fiscalité, assurances.
- Ce poste convient à un contributeur (ou adjoint) ayant quelques années d'expérience dans une position de responsabilité. Formation supérieure (H.E.C. sup. de Co., H.E.S.C.), les bourses parisiennes.

Adresse : C.T.V. - 10 rue de Valenciennes 5454
à PLEURMONT, 2, rue Richer, 75641 PARIS

CEDEX 06, qui transmettra.

**LE DÉPARTEMENT AGENCE
IMMOBILIÈRE D'UN IMPORTANT
GROUPE DE PROMOTION**
recherche

NÉGOCIATIONS (TRICES)

Jeunes, motivés (ées) et actifs (ives), ayant acquis
une première expérience de la négociation en
agence ou bureau de vente.

Nous proposons :

- l'intégration dans une équipe dynamique ;
- une formation avancée aux techniques de
vente ;
- des produits immobiliers exclusifs et réputés ;
- contrat de travail impliquant

STATUT CADRE

Adm. C.T.S. - Lettres manusc. et photo sous n° 56.716 à
CONSTITUTION Publi., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui in.

REPORT. SOCIÉTÉ GROUPE INTERNATIONAL

MATÉRIEL OUTILLAGE BATIMENT

recherche

POUR REGION PAYSANNE

CONTROLEUR ADMINISTRATIF

22 ans minimum

• Formation Ecole SUP. de 3e année ou équivalent.
• Pour conseils de techniciens administratifs,
gestion du personnel, véhicules, stock.
• Organisation, coordination inter-agences et
signes et annonces, 200 à 300 personnes, liaisons
mensuelles, siège province.

• Position cadre.
• Rémunération annuelle non inférieure à :
\$20.000 P.

DIRECTEUR RESPONSABLE DEVAUT

Il collab. étroitement avec le Directeur régional des ventes en vue de l'administration technique et efficace des services clients.

Adressez curriculum vitae, photos et photo à :
HAYAS - 135-140, avenue Charles-de-Gaulle,
69522 NEUILLY-ULM-SEINE - N° 5.615, qui transmettra.

ETABL. FINANCIER,
Champs-Élysées recherche
un **PROFESSEUR**
PROGRAMMEUR
BORN 30-35, D.S.V.-1, MIN.
ÉCONOM. EXERC. primes et let-
tres de motivation, restaurant d'en-
trepreneurs.

Société Transports Maritimes
Secteur ÉTOILE
recherche
un **IAOUE-COMPTABLE**
QUALIFIÉ
dactylo, anglais, franc, anglais,
avancé, toutes langues.

[illegible]

**3. INGENIEURS
CHANTIERS**

Plaquez bottillon d'une note de renseignements
Le présent règlement des
des chantiers étant variable,
disponibilité sur les chantiers.
Lettre n° C.V. très complet et
résumé de la réglementation
S.N.C.C. - R.P. 30
N°S RUGLIS.

**BATIMENTS
INDUSTRIELS
INGENIEURS
COMMERCIAUX**

La filiale d'un groupe important
cherche des collaborateurs de
niveau élevé pour la partie
marché et de leur objectif
Directeur.
N° PAUT 5
Des renseignements de la vente
de la filiale sont disponibles.

[illegible]

هكذا من الاعمال

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COLLOQUES ET CONGRÈS

Les assises nationales du patronat chrétien sont favorables à des expériences de réforme de l'entreprise

Grenoble. — Les assises nationales du C.F.P.C. (Centre chrétien des patrons et des dirigeants d'entreprises françaises), qui se sont réunies les 7, 8 et 9 mai, à Grenoble, cinq cents dirigeants d'entreprises, ne se sont pas achevées.

Il est juste cependant de rappeler que le C.F.P.C. a mené une recherche très active en matière de la transformation de l'entreprise lors de ses précédentes assises à Caen en 1974 et à Angoulême en 1975. Les positions que l'alle chrétienne du patronat français avaient adoptées furent généralement considérées comme très en pointe par rapport à celles retenues par l'ensemble de l'organisation patronale.

Évoquant ce rôle moteur du C.F.P.C., M. François Ceyras, venu rendre visite aux participants, le compare à un « moteur de l'évolution » dans le monde du travail. Les propositions retenues par le C.F.P.C. sont sans doute pas toutes l'écho de ce qui se fait ailleurs, mais elles ont été retenues par le gouvernement à l'occasion du rapport Buisson. A cet égard, certains seraient tentés à considérer que, si le travail est bien, la tâche n'est pas facile.

Sur un texte de réforme qui, peut-on penser, ne leur donne pas satisfaction, les patrons chrétiens ne se sont guère situés en dehors des débats de Grenoble. Les conclusions d'un « colloque » à ce propos relèvent que les possibilités d'expérimentation que représente le projet de loi sur le statut (...) « doivent être utilisées dans toute la mesure du possible ».

Ces assises, qui correspondent avec l'année du cinquantième an-

sur des décisions spectaculaires. Certains travailleurs et syndicalistes chrétiens qui affrontent quotidiennement la réalité économique dans leur entreprise d'adhésion ont pu être de ce que ces trois journées n'ont pas permis de dégarer de propositions très concrètes.

De notre correspondant

Universaire de l'association, se voient donc tournés vers la réflexion bien plus que vers l'action. Le thème « Recherche chrétienne sur le rôle de l'entreprise dans la société » ne manque pas d'ambition. Il invitait les chrétiens à réfléchir à l'ensemble d'une réflexion globale sur la société, « à redécouvrir les principes de justice en société », selon l'expression de M. André Aumouler, président du C.F.P.C.

Dans une société en crise, quel rôle les patrons chrétiens peuvent-ils jouer ? Ils considèrent d'abord que la seule solution qui est offerte est marquée. Cette peur d'une « philosophie aux entreprises » a été prédominante dans le débat engagé à Grenoble. « La force du marxisme réside dans l'analyse économique et sociale qui fait des hommes des machines », dit-il. « Ce diagnostic, en partie correct, ne peut être que le point de départ des réflexions sur la société industrielle. Les remèdes, mais ce sont des décisions de politique sociale, appartiennent en cohérence aux législateurs », a déclaré M. Aumouler dans sa déclaration finale.

Silence sur le partage du pouvoir de décision

Face à cet adversaire, l'Église est-elle « opérationnelle » ? « Elle recroqueville les épaules », a déclaré M. Aumouler, qui estime par ailleurs qu'un « dialogue » est la « dimension sociale » de l'engagement chrétien. On ne peut cependant pas évaluer la présence des chrétiens et des témoins chrétiens que l'homme qui refuse ce qu'il appelle la « stratégie de rupture » qui a permis de faire cette direction ? La présence du C.F.P.C. dans les débats doit être évaluée à la lumière de ces données politiques et des données politiques qui cherchent à en tirer la suite leur foi (...). La démarche

signifie-t-elle un engagement politique ? Notre réflexion doit se situer en avant du programme commun de la gauche comme du programme de la majorité présidentielle. Les choix politiques sont « multiples », précise M. Aumouler.

Mais en ce qui concerne le C.F.P.C., son choix n'est pas déjà fait dès lors qu'il refuse ce qu'il appelle la « stratégie de rupture » qui a permis de faire cette direction ? La présence du C.F.P.C. dans les débats doit être évaluée à la lumière de ces données politiques et des données politiques qui cherchent à en tirer la suite leur foi (...). La démarche

Quant au partage du pouvoir de décision, il n'est pas évacué. Comment pourrait-il en être autrement ? Les militants du C.F.P.C. qui s'étaient réunis à Grenoble ont été très favorables à l'idée de la co-surveillance, c'est-à-dire que M. Ceyras a tenu sur ce sujet : « L'entreprise a le droit de la solidarité à la française, la solidarité du patron des patrons, montrant ainsi en passant qu'il n'est pas d'un projet que son organisation a été conçue à l'abri de toute signification idéologique ».

BERNARD ELIE.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les journées « portes ouvertes » des « Lip » ont connu un vif succès

De notre correspondant

Boisgongrier. — Les membres du comité d'entreprise de Lip sont venus, ce lundi 10 mai, à Paris, pour entendre les syndicats de la firme leur signifier le licenciement collectif résultant du jugement de liquidation des biens prononcé une semaine auparavant. Une délégation d'ouvriers était venue, en fin d'après-midi, par M. Mitterrand au siège du parti socialiste, place du Palais-Bourbon.

Les journées « portes ouvertes » organisées durant le week-end à l'usine de Palente et attendues par les « Lip » comme un test de popularité ont rencontré, le samedi, un vif succès. La manifestation a dépassé en ampleur toutes les estimations. Selon les organisateurs, quinze mille ouvriers ont été accueillis, chiffre qui fait majorer d'environ 10 % et l'on veut leur compte des personnes qui ont pénétré dans le parc mais n'ont pas vu les installations.

Un nombre des visiteurs figurait notamment MM. Bouche, député, maire (socialiste) de Montbéliard, Chevènement, député (socialiste) de Seltz, Alain Krivine, et une délégation locale du parti communiste.

Les « Lip » ont mis à profit ces journées pour recevoir des délégations des mouvements étudiants, ainsi que des représentants de diverses entreprises en lutte, dont celles du Parisien libéré, de Griffes (Garcelle), de Chantilly (Annonay) et de Rhône-Poulenc-Textron, qui avaient installé des stands dans le périmètre de l'usine. Les « Lip » et les dirigeants de ces entreprises ont

publié un texte commun, prévoyant des relations plus étroites. L'interdiction a été adoptée par les « Lip » de proposer par les cadres de l'usine, qui assure les horaires détaillés de la continuité du service après-vente. — Cl. P.

A Saint-Étienne

DÉBRAYAGES A L'USINE CREUSOT-LOIRE

Saint-Étienne. — A l'usine Creusot-Loire du Marais à Saint-Étienne, qui emploie quelque sept cents salariés, les deux cent cinquante ouvriers de l'acier ont décidé de faire une grève le 11 mai pour protester contre la baisse des salaires et la réduction du temps de travail. Le mouvement s'est étendu aux différents services du blooming, ont travaillé deux cents ouvriers.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

CONDAMNÉ PAR UN TRIBUNAL

Un patron ferme son entreprise durant deux jours

Un ouvrier de la société Sarcou (plomberie, zinguerie, chauffage) ayant fait une chute de 6 mètres d'une toiture, le gérant de cette entreprise, M. Georges Oudin, a été condamné par le tribunal de grande instance de Saint-Étienne à quatre amendes de 500 francs chacune, les trois premières pour infraction au code du travail, la dernière, avec sursis, pour blessures involontaires.

M. Oudin, en signe de protestation, a lock-outé ses deux ouvriers, en maintenant toutefois

intégralement leur salaire. De plus, il a démissionné de ses fonctions de gérant pour ne pas courir le risque d'une seconde condamnation aggravant la première.

Trois autres responsables d'entreprises ont été condamnés, le 10 mai, pour blessures et blessures involontaires et contravention aux règles de sécurité du travail.

M. Elie Grammo, patron d'une entreprise de paviment d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 1.000 francs d'amende. Le 17 avril 1974, un de ses ouvriers, M. François Devresse, avait trouvé la mort dans l'effondrement d'un chevalement.

M. Henry Duvallet, commis de chantier à l'entreprise générale de peinture (E.G.P.), a été condamné à deux mois de prison avec sursis et 2.400 francs d'amende, à la suite de la mort d'un jeune ouvrier, M. Jean Prima, le 19 juin 1973, après une chute de sept mètres.

Enfin, M. Michel Bessé, chef de chantier à l'entreprise Jetté-Chassagnon, a été condamné à deux mois de prison avec sursis et 1.400 francs d'amende. L'un de ses ouvriers, M. Lakdar Dini, avait fait une chute, le 25 juin 1973, à la suite de l'effondrement de l'échafaudage sur lequel il travaillait.

Au Havre

LES GRÉVISTES DE LA RÉPARATION NAVALE IMMOBILISENT UN PÉTROLIER

(De notre correspondant.) Le Havre. — La grève qui affecte le secteur de la réparation navale au Havre connaît actuellement une nouvelle poussée de durée. Depuis vendredi 7 mai, les employés des Chantiers de Normandie sont en grève pour réclamer une augmentation mensuelle de 300 F sur la base de quarante heures par semaine. Or la direction n'aurait accepté qu'une augmentation de 20 F au mois de mai et de 40 F au mois de juin.

Pour appuyer leur action, les deux cent cinquante grévistes ont décidé d'occuper la « forme 1 », la plus grande forme de radoub du Havre. De ce fait, l'« Iphigénie », un pétrolier irlandais qui avait fait l'objet de travaux dans cette forme et qui était prêt à reprendre la mer, se trouve immobilisé dans le port.

● REPRISE DU TRAVAIL AUX ÉTABLISSEMENTS LEGRAND — Après la conclusion d'un accord avec le syndicat, un testement une indexation des salaires sur la hausse des prix de 2,5 % et la suppression d'une prime mensuelle qui atteignait 400 F, les ouvriers des établissements Legrand (appareils électriques) ont repris le travail à Limoges (Haute-Vienne).

IMMIGRATION

A Strasbourg

LA SONACOTIA S'ENGAGE A FACILITER LE TRAVAIL DES COMITÉS DE RÉSIDENTS

Un accord est intervenu, le samedi 8 mai, dans deux foyers des comités de résidents à Strasbourg. Le protocole, signé après sept mois de négociations, prévoit que la Sonacotia, la Confédération nationale des logements, va offrir ses services officiels, à la demande des locataires et des comités de résidents, de la reconnaissance de ces comités, de la facilitation de l'engagement à « faciliter le travail ».

Les pertes de salaire résultant de l'accomplissement du mandat des comités de résidents sur le budget social nées par la Sonacotia. Celle-ci participera à l'élaboration des statuts d'un comité de coordination régional des comités de résidents. Enfin, les journaux de la Sonacotia seront créés prochainement. Enfin, les journaux de la Sonacotia seront créés prochainement. Enfin, les journaux de la Sonacotia seront créés prochainement.

« Bien qu'il ait été obtenu sans la pression constante d'une menace d'expulsion des résidents, l'accord obtenu par la Sonacotia apparaît comme une victoire des comités de résidents à la Sonacotia dans cette ville. Les membres du conseil des résidents restent efforcés, en attendant que la direction — dont la stratégie était essentiellement — d'obtenir la reprise des paiements — des revendications nouvelles portant sur la protection de leurs délégués, après le ratifier et les expulsions opérées récemment dans la région parisienne. Ils ont obtenu gain de cause. »

AGRICULTURE

LA FÉDÉRATION DES EXPLOITANTS PROTESTE CONTRE L'AUGMENTATION DU PRIX DES ALIMENTS POUR LE BÉTAIL

La Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) proteste contre certaines décisions du bétail qui ont augmenté de 13 à 20 % le prix des tourteaux. La F.N.S.E.A. a demandé aux agriculteurs de ne pas accepter de payer cette augmentation de 13 à 20 % et de déposer auprès des directions départementales des prix les factures comportant des hausses exorbitantes.

Le « conflit » a pour origine les mesures adoptées par la C.E.E. pour réduire les excédents de poudre de lait. Les importateurs de soja doivent verser une caution de 25 à 45 unités de compte par tonne (de 120 à 200 F) qui leur est remboursée en cas d'achat de poudre de lait destinée à être incorporée aux aliments.

Or plutôt que d'acquiescer de la poudre de lait, certaines firmes ont préféré continuer leurs achats de soja et de réexporter aux agriculteurs les augmentations que leur fournisseur les importateurs.

Selon le ministère de l'Agriculture, l'importation de la poudre de lait dans les aliments de bétail entraîne une augmentation de 3 % du prix à l'unité d'aliments une hausse de 4 % autorisée par le gouvernement, pour tenir compte de la hausse des charges des fabricants et des frais de stockage des céréales.

● LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (F.M.I.) a accordé à l'Égypte un prêt de 500 millions de dollars, dont le versement sera effectué en trois ans, à raison de 100 millions par an, à partir du 1er mai 1976 et jusqu'au 31 mai 1978.




Edip, une agence de publicité heureuse.

A Edip, nous pratiquons notre métier en artisans, simplement, mais totalement. C'est sans doute pourquoi, depuis notre création, nous n'avons cessé de grandir, calmement, sans tapage, avec nos clients de toujours, et avec de nouveaux clients également, qui avaient entendu parler de nous, par les premiers.

Artisan, c'est un beau mot, c'est une grande ambition aussi. Nous avons cette chance à Edip de n'être ni d'autre que des artisans associés, conscients de leurs responsabilités, heureux de les exercer.

Pour nous, telle est la dynamique d'une agence de publicité. La confiance et l'exceptionnelle fidélité de nos clients semblent nous donner raison.



20 rue des Capucines 75002 Paris Tél. 261 58 73 et 76 - Télex 220438

un sujet d'actualité

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

six expériences réussies

dossier

Ayant assisté plusieurs fois à des conférences, des ateliers de travail, le groupe AVA a édité un dossier susceptible d'intéresser tous les dirigeants d'entreprises, responsables d'organisations professionnelles et syndicales, fonctionnaires et universitaires qui préoccupent l'amélioration des conditions de travail.

Un recueil de réflexions et compte rendu d'expériences qui permettent de faire bilan et d'en dégager les éléments fondamentaux.

Les conditions de travail 82,00 F.

AVA

AVA-233 rue de la République 75008 PARIS-924.78.63

الوكالة العامة للإعلام

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JACQUES BOREL INTERNATIONAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 6 MAI 1976
CHANGEMENT DE CAP - DIVIDENDE AUGMENTÉ

C'est dans l'édifice Borel-Paris, à la Porte de Sévres, que Jacques Borel International a tenu son assemblée. Cet édifice est l'un des biens immobiliers possédés par le groupe Borel-Jacques Borel (avec celui de Charles-de-Gaulle-Aéroport et le Borel-Montparnasse) qui est, rappelons-le, la première chaîne quaternaire de l'économie européenne.

Les lauréats (actionnaires et non actionnaires) ont voté encore cette année à une brillante séance qui a fait une large place aux exposés des directeurs généraux du groupe sur les sujets liés à l'avenir de la société et à la stratégie d'expansion de la rentabilité de l'ensemble bâti en 1976 par :

- La création du groupe Borel-Jacques Borel (France-deux Borel quatre Borel, quatre Borel quatre Borel) ;
- L'alliance avec C&L (Paris) et Brasseur (Paris) ;
- La reprise des activités de restauration du groupe anglais, laiterie, en Allemagne, en Belgique, en Hollande.

Le chiffre d'affaires de 1975 a dépassé 1 milliard de francs, en augmentation de 21,1 % sur 1974. Le bénéfice d'exploitation a atteint 401 millions de francs (+ 21,4 %) et le bénéfice net 263 millions de francs (+ 24,4 %).

Le dividende distribué à 1975 (actions) non compris les actions émises en échange des actions Société et Compagnie des Borel-Jacques Borel qui ont fait l'objet d'un versement de 100 millions de francs en 1974, est de 8 F par action (9 F avec avoir fiscal). La totalité distribué est en augmentation de 21 % sur 1974.

Le développement du groupe s'est poursuivi avec un rythme soutenu :

- De gestion du patrimoine et de rentabilité ;
- D'expansion du produit d'exportation.

Plusieurs conseils ont été tenus sur le point de se faire :

- A Moscou : 1.800 chambres ;
- Au Maroc : 1.200 chambres ;
- Au Brésil : 1.200 chambres ;
- Des projets en Amérique Latine se précisent favorablement.

Le chiffre d'affaires en 1976 est le signe Borel. Mais, après une perte de 20 millions de francs en 1975, l'ensemble de la chaîne Borel-Jacques Borel (France-deux Borel quatre Borel) a fait un chiffre d'affaires de 1.200 millions de francs en 1976 et fera un chiffre d'affaires de 1.300 millions de francs en 1977.

M. Bernard Wattermann, Directeur général, a annoncé au cours de la réunion une nouvelle impulsion à la chaîne Borel-Jacques Borel, un groupe de restauration publique située dans les principales villes, à l'échelle européenne.

Cette alliance s'inscrit dans la politique annoncée par M. Bernard Wattermann dans le septième conseil d'administration (Paris) en 1975, dernier de remonter les risques de la Méditerranée vers la Mer du Nord, le renouveau du groupe se poursuit avec le marché allemand, premier marché européen de la restauration et de l'hôtellerie.

FRANCE ÉPARGNE (SICAV)

	31/12/75	31/12/76
ACTIF NET	25,0	25,4
— Actions françaises	22,0	22,0
— Actions étrangères	2,0	2,0
— Obligations françaises	0,5	0,5
— Obligations étrangères	0,5	0,5
— Liquidités	0,5	0,5
Nombre d'actions en circulation	100	100
Valeur de l'action	250 000 000	254 000 000

(1) Après détachement d'un coupon de 10 F par action de 100 F.

FRANCE CROISSANCE (SICAV)

	31/12/75	31/12/76
ACTIF NET	25,0	25,4
— Actions françaises	22,0	22,0
— Actions étrangères	2,0	2,0
— Obligations françaises	0,5	0,5
— Obligations étrangères	0,5	0,5
— Liquidités	0,5	0,5
Nombre d'actions en circulation	100	100
Valeur de l'action	250 000 000	254 000 000

(1) Après détachement d'un coupon de 10 F par action de 100 F.

SUCCES COMMERCIAL DES CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE EN U.R.S.S.

Les C.M.P. ont signé avec la centrale d'achat l'Unionmetalimport un contrat de l'ordre de 370 millions de francs pour la réalisation et le montage d'une usine d'acier à chaud (usine première pour les régions U.R.S.S.).

Cette usine utilisera le procédé de fabrication de la société Boloy. L'usine sera livrée au milieu de 1980.

PIPER-HEDSIECK Ancienne Maison Hedsieck fondée en 1875

MAINTIEN DU DIVIDENDE

L'activité de la société en 1975 a été influencée par la conjonction, en particulier à l'exportation, sur les marchés français et anglais.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires, le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le résultat net d'exploitation ressort à 2 700 000 F. Après taxes sociales, le résultat net est de 2 500 000 F.

Le dividende est fixé à 10 F par action.

Le conseil d'administration, au vu de l'augmentation du chiffre d'affaires, a décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

UFIMEG

Atteint du premier semestre de l'exercice 1975-1976 les résultats locaux sont les suivants :

- Chiffre d'affaires : 10 847 000 F
- Résultat net : 111,3 F

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 est de 21 000 000 F.

CREDIT SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT PAR CREDIT-BAIL POUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'assemblée générale ordinaire du 4 mai 1976, tenue sous la présidence de M. Pierre Chénou, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975 a atteint 21,5 millions de francs, en augmentation de 21 % sur 1974.

Le bénéfice d'exploitation a atteint 401 millions de francs (+ 21,4 %) et le bénéfice net 263 millions de francs (+ 24,4 %).

Le dividende distribué à 1975 (actions) non compris les actions émises en échange des actions Société et Compagnie des Borel-Jacques Borel qui ont fait l'objet d'un versement de 100 millions de francs en 1974, est de 8 F par action (9 F avec avoir fiscal).

La totalité distribué est en augmentation de 21 % sur 1974.

Le développement du groupe s'est poursuivi avec un rythme soutenu :

- De gestion du patrimoine et de rentabilité ;
- D'expansion du produit d'exportation.

Plusieurs conseils ont été tenus sur le point de se faire :

- A Moscou : 1.800 chambres ;
- Au Maroc : 1.200 chambres ;
- Au Brésil : 1.200 chambres ;
- Des projets en Amérique Latine se précisent favorablement.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

De Dietrich

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

LES PILES WONDER

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

GRUPPE PALUEL-MARMONT SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS - SOBI

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

banque jordan

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

LES PHILIPPINES

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

L'INDONÉSIE

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO 1975

Au cours de sa réunion du 29 avril 1976, le conseil d'administration de la Banca Nazionale del Lavoro a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Après avoir évoqué les conditions d'instabilité du milieu dans lequel la banque a exercé son activité, le conseil d'administration a indiqué que la politique du groupe B.N.L. Sections a cherché à faciliter la reprise de la production nationale et à intensifier les activités d'intermédiation à l'étranger, et cela dans la limite imposée par la poursuite d'un objectif rigide de liquidité.

L'ensemble des débits de la clientèle et des correspondants a augmenté au cours de cette année de 24 % et se monte ainsi à plus de 94 milliards de francs. Les emplois ont connu une expansion de 22 %, dépassant ainsi les 64 milliards de francs.

PRINCIPALES DONNÉES DU BILAN (en millions de francs)

Groupe B.N.L. - Sections	
ACTIF	
Caisse	18.000
Titres	19.000
Comptes courants de clients, postes et correspondants	64.000
PASSIF	
Capital et réserves	5.210
Dépôts	19.000
Total général du bilan	100.000

Notre réseau étranger s'est enrichi ultérieurement : en effet, notre bureau de représentation de Tahiti a obtenu sa pleine activité. De plus, il a été décidé d'ouvrir, aux États-Unis, un bureau de représentation à Chicago qui viendra s'ajouter à la succursale de New-York et au bureau de représentation de Los Angeles.

Notre succursale de New-York, Londres et Madrid ont poursuivi le développement de leur activité, de même que les filiales de Zurich et de Copenhague.



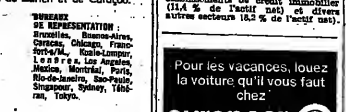
BUREAU DE LA REPRÉSENTATION A PARIS 23, rue de la Paix

Si l'on ajoute les 12.108 millions de francs de crédits par colonne, le total des crédits par colonne et non par colonne s'élève à 76.273 millions de francs (24 % de plus qu'en décembre 1974). Les titres de propriété ont atteint une valeur de 19.000 millions de francs (Bons du Trésor Ordinaire inclus), c'est-à-dire environ 6.227 millions de francs de plus par rapport à la fin de 1974. Le total du bilan en fin d'exercice s'élève à 198.956 millions de francs. Le bénéfice net a été de 117,8 millions de francs ; il y a lieu de noter qu'au cours de l'exercice 1975, le coût des crédits à la clientèle a été définitivement réduit, par rapport à l'exercice précédent ; par ailleurs, on a enregistré un accroissement des bénéfices d'intermédiation.

L'action de soutien en faveur des opérateurs économiques nationaux a été poursuivie, notamment pour ce qui a trait au financement des exportations. On a assisté à une intensification des rapports de collaboration avec les autres banques européennes, membres de l'ASECIB (Associated Banks of Europe) et avec d'autres banques étrangères de premier ordre, surtout dans la cadre d'opérations liées que le B.N.L. (Banque de la Société Financière Européenne), l'EULABANK (Euro-Intercontinental Bank Ltd) et l'A.E.C. (Australian European Finance Corporation Ltd).

Notre réseau étranger s'est enrichi ultérieurement : en effet, notre bureau de représentation de Tahiti a obtenu sa pleine activité. De plus, il a été décidé d'ouvrir, aux États-Unis, un bureau de représentation à Chicago qui viendra s'ajouter à la succursale de New-York et au bureau de représentation de Los Angeles.

Notre succursale de New-York, Londres et Madrid ont poursuivi le développement de leur activité, de même que les filiales de Zurich et de Copenhague.



BUREAU DE LA REPRÉSENTATION A PARIS 23, rue de la Paix

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir le dividende à 10 F par action.

banque jordan

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

LES PHILIPPINES

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

L'INDONÉSIE

Le conseil d'administration, réuni le 21 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975-1976 a atteint 10 847 000 F.

Le résultat net d'exploitation est resté positif, le chiffre d'affaires a atteint 11 millions, contre 10 millions en 1974.

